632

LORD HALIFAX: I am asked to announce, Ladies and Gentlemen, that the final plenary session will be held tomorrow at 3:30 p.m.

Before I declare this meeting adjourned, may I say on behalf, as I am sure I may, of the President of the Conference, Mr. Stettinius, who received so well-deserved a tribute from our common friend, Dr. Belt, a few minutes ago, and on behalf of my friends, Ambassador Gromyko, and Dr. Koo--to all of whom, if I may respectfully say so, I think the Conference owes much--may I say, on their behalf, that we all feel that such contribution as any of us may have been able to make in a humble capacity to the Conference has been possible because of the cooperation that all delegations have been willing to give to every other so that in a true sense we were able to feel that we were a band of brothers, laboring in a common cause. I feel also that I speak in this sense not only for the Presidents of the Conference but for all delegates.

Now, Ladies and Gentlemen, if there is no more business it is my duty to declare that the ninth plenary session is adjourned.

(Meeting adjourned at 11:15 p.m.)

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 1210 (FRENCH)
P/20
June 27, 1945

PLENARY

PROCES-VERBAL IN EXTENSO DE LA NEUVIEME SEANCE PLENIERE

Opera House, le 25 Juin 1945, à 21h.30

Lord Halifax, Président

LORD HALIFAX (parlant en anglais; la traduction suit): Mes chers Collègues, Mesdames et Messieurs, la Neuvième Séance Plénière de la Conférence des Nations Unies sur l'Organisation Internationale est ouverte. Notre programme de ce soir consistera principalement à écouter les rapports définitifs du Comité de Direction et des quatre Commissions de la Conférence, et à voter sur les documents dont la rédaction est le résultat de deux mois de travail.

Avant d'aborder la partie la plus importante de notre programme, cependant, nous avons une ou deux petites affaires à expédier. Je désire tout d'abord signaler aux Délégués le memorandum du 24 juin de la part du Secrétariat International concernant le retrait de documents de la Conférence de la catégorie des documents à circulation restreinte. Je crois que le Secrétariat a fait distribuer ce memorandum à toutes les délégations, et il a demandé que la Conférence en séance plénière approuve sa recommandation, à savoir, que les documents qui figurent dans la liste du memorandum soient retirés de la catégorie des documents à circulation restreinte et qu'ils soient de ce fait rendus susceptibles de publication.

Y a-t-il parmi les Délégués quelqu'un qui désire faire une observation ou une question au sujet de cette recommandation? Non, alors, la recommandation est approuvée.

Le deuxième article à notre programme est le rapport du Comité de Vérification des Pouvoirs. La parole est à M. le Gallais, Président de la Délégation du Luxembourg et Président du Comité de Vérification des Pouvoirs, et il fera le rapport de ce Comité. M. Le Gallais voudra-t-il bien monter à l'estrade?

M. LE GALLAIS (parlant en anglais; la traduction suit):

Monsieur le Président, je présente le rapport de la deuxième séance du Comité de Vérification des Pouvoirs.

Le Comité de Vérification des Pouvoirs a tenu sa deuxième séance le 22 juin, 1945, à 11 heures; étaient présents les représentants des Délégations du Luxembourg, de l'Equateur, de l'Arabie Saoudite, de la Syrie, et de la Yougoslavie. La séance avait deux buts: premièrement, d'examiner les pouvoirs des représentants de l'Argentine, de la République Soviétique Socialiste de l'Ukraine; et deuxièmement, d'examiner les pleins pouvoirs pour la signature des documents définitifs de la Conférence qui avaient été présentés postérieurement à la première séance du Comité de Vérification des Pouvoirs tenue le 28 avril 1945.

Les Gouvernements de l'Argentine, de la République Soviétique Socialiste de la Bélorussie, et de la République Soviétique Socialiste de l'Ukraine avaient été invités par la Conférence, lors de sa séance plénière du 30 avril 1945, à participer à ces séances, et le Gouvernement du Danemark avait reçu une invitation semblable le 5 juin 1945. Le Comité a trouvé en bonne forme les pouvoirs des Délégations de l'Argentine, de la République Soviétique Socialiste de la Bélorussie, et de la République Soviétique Socialiste de l'Ukraine. Il recommande donc que ces pouvoirs soient acceptés et que les représentants nommés aient pleins pouvoirs à la Conférence.

Le Comité a également trouvé en bonne forme les pleins pouvoirs présentés depuis la séance du Comité du 28 avril 1945, par les Délégations suivantes: Argentine, Australie, Belgique, République Soviétique Socialiste de la Bélorussie, Canada, Chine, Tchechoslovaquie, Danemark, République Dominicaine, Grèce, Inde, Iran, Nouvelle-Zélande, Norvège, Paraguay, Commonwealth des Philippines, République Soviétique Socialiste de l'Ukraine, Union Sud-Africaine, Union des Républiques Soviétiques Socialiste et Royaume-Uni. Le Comité annonce donc que les cinquante gouvernements participant à la Conférence ont maintenant donné pouvoir à un ou à plus d'un membre de leurs Délégations pour signer les documents définitifs de la Conférence, comme il est indiqué dans la liste ci-attachée.

LORD HALIFAX (parlant en anglais; la traduction suit): Mes chers collègues, vous avez entendu le rapport du Comité de Vérification des Pouvoirs. Quelqu'un a-t-il des commentaires ou des objections à faire? Comme il n'y a pas d'objection, le rapport est approuvé.

Nous arrivons maintenant au rapport de la première Commission de la Conférence. Je demanderai aux membres du bureau de la Commission de bien vouloir monter à l'estrade; le Président, M. Henri Rolin de la Belgique; le Rapporteur, M.Francisco

A. Delgado du Commonwealth des Philippines; le Secrétaire Général Adjoint, M. Charles H. Malik du Liban; et le Membre Exécutif, M. Malcolm Davis.

La parole est au Rapporteur de la première Commission, M. Francisco A. Delgado.

RAPPORTEUR (M. Delgado, parlant en anglais; la traduction suit): M. le Président, Mesdames et Messieurs, ceci est un resumé du Document 1142: la Commission I à sa première, à sa deuxième et à sa troisième séance, tenues le 14, le 15 et le 19 juin, a examiné les travaux du Comité I/1 relatifs au Préambule, aux Buts et aux Principes. La Commission a approuvé le rapport du Rapporteur du Comité, M. Farid Zeineddine, de la Syrie (Document 944, complémenté par le Document 1070), avec quelques exceptions de peu d'importance notées ci-après.

A sa première séance tenue le 14 juin la Commission a accepté à l'unanimité le Préambule sous sa forme soumise par le Comité I/1. Cependant le sentiment a été exprimé, et a été reitéré à la deuxième séance de la Commission tenue le 15 juin, que les termes du Préambule avaient besoin d'être améliorés et simplifiés.

L'Article 1 du Chapitre I a été examiné par la Commission à sa première séance. A la suite de débats au sujet d'une proposition de la Délégation de l'Egypte visant à transposer et à insérer dans la première clause le passage concernant les principes de la justice et du droit international, la Commission a approuvé à l'unanimité le texte original du paragraphe 1 du Chapitre I sous sa forme soumise par le Comité I/1.

A la deuxième séance de la Commission tenue le 15 juin, les Articles 2, 3, et 4 du Chapitre I ont été approuvés à l'unanimité.

Le Délégué du Pérou a fait une déclaration à propos de l'Article 1 du Chapitre II, sous la forme soumise par le Comité I/1, soulignant l'opinion de sa Délégation que cet Article aurait dû contenir une mention de la "personnalité des Etats". Il a aussi soulevé des doutes sur le sens de la locution "égalité souveraine"; à quoi le Rapporteur de Comité I/1 a répondu en passant complètement en revue les idées contenues dans les discussions de ce passage par le Comité. L'Article 1 sous sa forme soumise par le Comité a été adopté à l'unanimité.

A l'Article 2 du Chapitre II, le Comité a adopté à l'unanimité un amendement proposé par la Délégation de la Colombie, visant à inclure dans la disposition que les membres devront remplir les obligations assumées par eux conformément à la Charte, les mots "de bonne foi". La Commission a alors approuvé

l'Article avec l'amendement de la Colombie.

L'Article 3 du Chapitre II soumis par le Comité I/1, a été adopté à l'unanimité.

Le Délégué de la Nouvelle-Zélande a fait rappeler, à propos de l'Article 4 du Chapitre II soumis par le Comité, que sa Délégation avait cherché à amplifier l'Article en ajoutant les mots "tous les membres de l'Organisation s'engagent en commun à résister toute agression contre tout membre", et qu'au sein du Comité cette proposition, tout en manquant de très peu d'obtenir les deux-tiers des votes nécessaires, avait eu en sa faveur une majorité substantielle qu'on ne pouvait pas négliger. La Commission a approuvé alors à l'unanimité l'Article 4, ainsi que les Articles 5, 6, et 7 du Chapitre II soumis par le Comité I/1.

A sa troisième séance tenue le 19 juin la Commission I a examiné le texte de l'Article 8 du Chapitre II approuvé par le Comité I/1. Les Délégués de l'Uruguay et de la Belgique ont expliqué que leur attitude à l'égard de cet Article était basée sur l'opinion que les règles du droit international doivent servir de critère pour déterminer quelles questions rentrent dans le domaine de la juridiction interne. Le Délégué de la Belgique a dit qu'il était persuadé que le texte n'apporterait aucune entrave au règlement des différends par la Cour Internationale de Justice ou par d'autres tribunaux se basant sur le droit international. Le Délégué du Pérou a demandé que le rapport porte que la Délégation péruvienne, ainsi que plusieurs autres délégations, avaient proposé que la Cour Internationale de Justice devrait décider si une question rentrait dans le domaine de la juridiction interne. A la suite de ces explications, la Commission a adopté l'Article 8 du Chapitre II.

A sa troisième et à sa quatrième séance tenues le 19 juin, la Commission I a examiné aussi les travaux du Comité I/2 concernant les Membres, les Organes Principaux, les Secrétaires et les Amendements. La Commission a approuvé les rapports des deux Rapporteurs du Comité: celui de M. Gérard E. Lescot de Haïti, sur les Membres (Doc. 1178); et ceux de Sayyid Jamil Daoud de l'Arabie Saoudite, sur les Organes Principaux (Doc. 1072), sur le Secrétariat (Doc. 1155), et sur les Amendements (Doc. 1154).

Le texte du Chapitre III recommandé par le Comité I/2 et adopté par la Commission I est composé de dispositions relatives aux membres originaires, à l'admission de nouveaux membres, à la suspension, et à l'exclusion. Il est clair que les membres originaires seront les membres signataires qui ratifieront la Charte. Les nouveaux membres ne seront admis que s'ils sont reconnus comme étant amis de la paix, s'ils acceptent les obligations contenues dans la Charte, et si, après examen par l'Organisation, ils sont jugés capables d'exécuter ces obligations

et prêts à remplir leurs engagements.

Pour ce qui concerne l'admission de nouveaux membres la Commission a approuvé par acclamation le commentaire interprétatif qui suit et qui a été présenté le 19 juin par la Délégation du Mexique et appuyé par les Délégations de la France, de l'Australie, de la Belgique, de la République Soviétique Socialiste de l'Ukraine, de la République Soviétique Socialiste de la Bélorussie, des Etats-Unis, de l'Uruguay, du Guatemala, et du Chili.

"La Délégation du Mexique entend que le paragraphe 2 Chapitre III ne pourra pas être applicable aux Etats dont les regimes ont été établis à l'aide de forces militaires appartenant aux pays qui ont fait la guerre contre les Nations Unies, tant que ces régimes seront au pouvoir".

La Commission accepte les principes de la suspension et de l'exclusion recommandé par le Comité I/2. L'Organisation pourra appliquer la disposition prévoyant la suspension à tout membre de l'Organisation contre lequel des mesures de prévention ou de coercition auront été prises par le Conseil de Sécurité. Cette disposition suppose le rétablissement éventuel de l'exercice des droits et privilèges du membre suspendu.

Pour ce qui est du principe de l'exclusion, la Commission I en envisage l'application seulement dans des circonstances exceptionnelles contre un membre qui persisterait à violer les principes contenus dans la Charte. La Commission n'a pas recommandé d'inclure dans la Charte aucun texte au sujet du retrait. Cependant, l'absence d'une telle clause ne devra pas être considérée comme empêchant le droit de retrait dans certaines circonstances exceptionnelles. En conséquence, la Commission inclut le commentaire suivant sur le droit de retrait:

"Le Comité adopte le point de vue que la Charte ne doit pas expressément permettre ou interdire le retrait de l'Organisation. Le Comité estime qu'il est du premier devoir des nations qui deviendront Membres de continuer leur coopération au sein de l'Organisation vers le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Si cependant un Membre, à cause de circonstances exceptionnelles, tient qu'il est contraint de se retirer et de laisser aux autres Membres la charge de maintenir la paix et la sécurité internationales, il n'est pas dans les intentions de l'Organisation de forcer ce Membre à continuer sa coopération au sein de l'Organisation.

"Il est évident, cependant, que le retrait ou que d'autres formes de solution de l'Organisation se produiraient inévitablement si, trompant l'espoir de l'humanité, l'Organisation se montrait incapable de maintenir la paix, ou si

elle ne pouvait le faire qu'aux dépens de la loi et de la justice.

"Il ne serait pas non plus dans les intentions de l'Organisation de contraindre un Membre à rester dans l'Organisation si ses droits et ses obligations se trouvaient altérés par des amendements à la Charte auxquels il n'aurait pas participé et qu'il se trouverait dans l'impossibilité d'accepter, ou si un amendement dûment accepté par la majorité nécessaire à l'Assemblée ou à une conférence générale n'obtenait pas la ratification nécessaire pour le mettre en vigueur.

"C'est pour ces motifs que le Comité a décidé de s'abstenir de recommander l'insertion dans la Charte d'une clause formelle spécifiquement défendant ou permettant le retrait."

Le paragraphe 1 du Chapitre IV énumère ainsi les organes principaux: une Assemblée Générale, un Conseil de Sécurité, un Conseil Economique et Social, un Conseil de Tutelle, une Cour Internationale de Justice, et un Secrétariat.

Le deuxième et le troisième paragraphes établissent l'autorité constitutionnelle pour créer des organismes subsidiaires (auxiliaires) et assurent que l'Organisation ne fera aucune distinction dans l'éligibilité des hommes et des femmes pour participer en quelque qualité que ce soit, dans des conditions égales, aux organes principaux et auxiliaires de l'Organisation. Les membres féminins des délégations ont dirigé la discussion sur ce dernier sujet.

La Commission recommande pour le Chapitre relatif au Secrétariat le texte soumis par le Comité I/2, constituant (pour citer les paroles du Délégué canadien) "une Charte établissant un service civil international." Il prévoit un Secrétariat composé d'un Secrétaire Général, qui sera nommé par l'Assemblée Générale sur nomination par le Conseil de Sécurité, et du personnel nécessaire. Un point à noter, c'est que le Secrétaire Général a le pouvoir de signaler au Conseil de Sécurité toute question qui, à son avis, pourrait menacer la paix et la sécurité internationales. Des paragraphes additionnels du Chapitre assurent un caractère international indépendant, le plus haut niveau d'efficacité, de compétence, d'intégrité, et une représentation géographique très large au personnel.

Les travaux de la Commission I finissent par le Chapitre relatif aux amendements. La Commission a tenu à ce sujet que la Charte ne devrait ni imposer une rigidité excessive ni permettre une instabilité dangereuse. En conséquence la Commission recommande une procédure d'amendement qui se tient sagement entre ces deux extrêmes.

Le texte recommandé par la Commission I prévoit qu'une majorité aux deux-tiers de l'Assemblée peut adopter un amendement à la Charte et que cet amendement entrera en vigueur quand il sera ratifié conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives par les deux-tiers des membres de l'Organisation, y compris tous les membres permanents du Conseil de Sécurité.

Reconnaissant que la Charte sous préparation à San Francisco ne pourra être parfaite et que les délégués ne pourraient prévoir tous les développements éventuels dans le domaine des affaires internationales, la Commission I recommande d'inclure dans la Charte des dispositions prévoyant une Conférence spéciale sur la révision de la Charte. La date et le site de cette Conférence pourront être fixés par un vote aux deux-tiers de l'Assemblée Générale avec le concours de sept membres quelconques du Conseil de Sécurité. Il est prévu aussi, au cas où la Conférence n'aura pas lieu avant la dixième séance annuelle de l'Assemblée suivant l'entrée en vigueur de la Charte, que la proposition visant à convoquer une telle Conférence soit mise à l'ordre du jour de cette séance de l'Assemblée, et la Conférence pourra être convoquée par une simple majorité de l'Assemblée avec le concours de sept membres quelconques du Conseil de Sécurité.

La procédure de ratification des révisions qui pourrait résulter d'une telle Conférence serait la même que celle concernant des amendements ordinaires.

Au cours de la discussion sur la proposition prévoyant une Conférence spéciale sur la Charte, la délégation turque a suggéré qu'elle ait lieu dans la ville de San Francisco en témoignage de la manière excellente dont la présente Conférence a été dirigée par les Etats-Unis d'Amérique, et en reconnaissance de la grande hospitalité montrée par l'Etat de Californie et par les habitants de cette ville située à côté de la Porte d'Or. Cette suggestion a recueilli alors, et recueille à l'heure actuelle, l'approbation générale.

Et maintenant, M. le Président, avec votre permission, je voudrais dire un ou deux mots pour exprimer mes remerciements et mon appréciation La délégation des Philippines apprécie pleinement l'honneur fait au Commonwealth des Philippines par cette Conférence et par ses Présidents en élisant un de ses membres Rapporteur de la Commission I.

La délégation des Philippines apprécie sincèrement l'honneur qui lui a été rendu, l'amabilité avec laquelle elle a été traitée et l'esprit de coopération démontré par toutes les délégations au cours de cette Conférence. Nous avons appris à vous aimer à un tel point que c'est avec un véritable regret que nous nous séparons de vous. Cet esprit de camaraderie, presque fraternel, qui s'est développé dans cette Conférence, est en lui-même un grand accomplissement et un grand pas vers ce but qui devrait être le but de tous les honnetes gens: la fraternité des hommes et la paternité de Dieu.

Nous voulons également étendre nos remerciements aux Présidents et autres officiers de la Commission pour leur tact, leur impartialité, et leur amabilité envers nous dans toutes les circonstances, et aussi aux membres du Secrétariat depuis le Secrétaire Général jusqu'à la dernière messagère, qui ont tous été si aimables et complaisants et qui ont porté une grande partie du fardeau de cette Conférence. Nous tenons à inclure, naturellement, nos bons interprètes à qui nous exprimons aussi nos remerciements.

Nous désirons dire au revoir aux autorités et aux citoyens de l'Etat de Californie et aussi aux habitants de la Ville de San Francisco. Nous reviendrons.

Enfin, M. le Président, notre sincère gratitude et appréciation va au gouvernement des Etats-Unis et au grand peuple Américain qui ont rendu possible la réunion de cette Conférence et qui ont également rendu possible notre présence, à nous, les représentants du Commonwealth des Philippines.

Lord Halifax parlant en anglais; la traduction suit:

Merci, Sr. Delgado.

Mesdames et Messieurs, vous venez d'entendre la déclaration du Rapporteur de la Première Commission au sujet de son rapport, une copie duquel est, je crois, entre vos mains. Y a-t-il des commentaires ou des objections au sujet de ce rapport de la Première Commission?

La parole est au délégué de l'Union Soviétique.

M. GROMYKO (parlant en anglais; la traduction suit:)

M. le Président, Mesdames, Messieurs, la délégation soviétique juge nécessaire de faire la déclaration suivante à la Séance plénière de la Conférence:

Dans le rapport du Rapporteur du Comité I/2 sur le Chapitre XI (Doc. 1154, 22 juin 1945), le texte de la Déclaration sur le retrait contient les mots suivants:

> " Le Comité juge que le devoir le plus important incombant aux nations qui deviendront membres est d'apporter une coopération continue au sein de l'Organisation pour maintenir la paix et la sécurité internationales. Si, cependant, un membre en raison de circonstances exceptionnelles, se trouve obligé de se retirer et de laisser aux autres membres la charge du maintien de la paix et de la sécurité internationales, l'intention de l'Organisation n'est pas d'obliger ce membre à continuer sa coopération au sein de l'Organisation."

La délégation soviétique estime que l'expression "et de laisser aux autres membres la charge du maintien de la paix et de la sécurité internationales" contenue dans la phrase du rapport citée ci-dessus, est défectueuse, et elle ne peut nullement y souscrire.

Dans l'opinion de la Délégation soviétique, il est dangereux de condamner d'avance les circonstances qui pourraient mettre un Etat dans la nécessité d'exercer son droit de retrait de l'Organisation. Un tel droit est une expression de la souveraineté des Etats et ne devrait pas être avili, d'avance, par l'Organisation Internationale.

Puis-je citer, comme exemple de la reconnaissance sans conditions de ce droit des Etats souverains, l'Article 17 de la Constitution de l' U. R. S. S., qui lit comme suit: " A toute république de l'Union est réservé le droit de se séparer librement de l'U. R. S. S. " C'est un fait connu que ce droit est une des manifestations les plus éclatantes de démocracie sur lesquelles l'Organisation de l'Etat Soviétique est fondée. L' U. R. S S. est basé sur le principe d'admission libre à l'Union accompagnée du droit de libre retrait.

Il serait encore plus mal de condamner d'avance les raisons pour lesquelles un état se retirerait d'une Organisation internationale qui est elle-même fondée sur le principe de la participation volontaire d'Etats souverains.

642

Plus loin, dans le même paragraphe le rapport mentionné ci-dessus, déclare:

"Il est évident, cependant, que le retrait de l'Organisation ou toute autre forme de dissolution de l'Organisation deviendrait inévitable si, trompant les espérances de l'humanité, l'Organisation s'avérait incapable de maintenir la paix ou ne pouvait le faire qu'au détriment du droit et de la justice."

La Délégation Soviétique ne peut pas accepter cette déclaration non plus. La présence de la phrase citée ci-dessus dans un texte officiel de la Conférence ne peut que porter préjudice à l'Organisation internationale, puisqu'elle la rend responsable de tout retrait par tout Etat, quelles que soient les raisons de ce retrait.

La Délégation soviétique a déjà exprimé son opinion à ce sujet, mais malheureusement, leurs arguments n'ont pas reçu la considération qui leur était due. Pour cette raison, la Délégation soviétique, affirmant, à nouveau, son point de vue, juge nécessaire de faire cette déclaration à la Séance Plénière et demande que note en soit prise dans le procès-verbal de cette Séance.

Lord Halifax (parlant en anglais);la traduction suit:

Y a-t-il d'autres remarques? La déclaration que le Délégué de l'Union Soviétique vient de faire sera, bien entendu, jointe au procès-verbal de la Session plénière comme il le demande.

Avez-vous d'autres observations à faire? Dans l'absence d'objections, le rapport est approuvé.

Avant que les officiers de la Commission ne retournent à leurs sièges, je voudrais, s'il m'est permis, exprimer, au nom de notre Assemblée la reconnaissance que nous éprouvons envers eux et envers les membres de la Première Commission pour l'aide qu'ils ont apportée aux travaux de la Conférence.

Nous passons maintenant, Mesdames et Messieurs, au rapport de la Deuxième Commission. Je prie les officiers de la Deuxième Commission de bien vouloir venir prendre leurs sièges: le Président, Maréchal Jan Christian Smuts de l'Union sud-africaine; le Rapporteur, Dr. Ricardo Alfaro de Panama; le Secrétaire Général adjoint, Mr. C. L. Simpson, du Libéria; et le Secrétaire Administratif, M. Huntington Gilchrist.

La parole est au Dr. Ricardo Alfaro, le Rapporteur.

LE RAPPORTEUR (M. Alfaro; parlant en anglais; la traduction suit) .

M. le Président, chers collègues, Mesdames, Messieurs:

La Commission II avait eu le privilège et l'honneur de siéger sous la présidence du Maréchal Jan Christian Smuts, ce grand et vénérable homme d'Etat, qui, je vous le dis en confidence, battrait le record de n'importe lequel d'entre-nous dans une escalade du mont Tamalpais. Cet homme, les générations futures en garderont le souvenir au même degré que nous; elles l'admireront et elles lui rendront hommage, comme auteur de cet émouvant Préambule de la Charte sur laquelle nous basons nos espérances pour l'Organisation d'un monde où règneront le droit et la paix.

Le travail de cette Commission a couvert un plus grand nombre de sujets que celui de toute autre Commission de la Conférence. Sur les six principaux organes de l'Organisation des Nations Unies, trois seront établis sur les recommandations de la Commission II, à savoir, l'Assemblée Générale, le Conseil Economique et Social et le Conseil de Tutelle.

Parmi les trois organes dont la Commission II s'est occupée, celui dont la compétence est la plus étendue est, bien entendu, l'Assemblée Générale. L'Organisation et la procédure de l'Assemblée sont l'objet de recommandations de la part du Comité 1, sous la présidence de son Excellence Hasan Saka, Ministre des Affaires Etrangères de la Turquie. Le Comité II, sur lequel présidait son Excellence, Victor Andrade, Ambassadeur de Bolivie auprès des Etats-Unis, s'occupe de ses fonctions et pouvoirs.

La plus grande partie du travail de la Commission fut en fait accomplie dans les Comités et de manière si complète, qu'un seul texte recommandé pour être inclus dans la Charte fut modifié au cours des Séances plénières de la Commission.

L'Assemblée Générale, à laquelle chaque membre des Nations Unies sera représenté et dans laquelle chaque membre aura une voix, sera, pour citer le Sénateur Arthur H. Vandenberg, membre de la Délégation des Etats-Unis -- sera " la tribune publique du monde". Elle aura le pouvoir de discuter toutes questions ou matières qui sont de la compétence de la Charte ou qui se rapportent au pouvoirs et fonctions de tout organe prévu dans la Charte. La Commission I recommande qu'à l'exception de cas extraordinaires, les séances de l'Assemblée Générale soient ouvertes au public et à la presse mondiale. Ainsi, à la claire lumière de l'examen public, la tribune publique du monde pourra étudier les problèmes d'intéret

universel afin de sauvegarder la paix et la sécurité. Sous réserve de situations dont le Conseil de Sécurité s'occupe dans l'accomplissement de ses responsabilités spécifiques qui consistent à prendre action en vue du maintien de la paix, l'Assemblée Générale sera autorisée, non seulement à discuter ces graves problèmes, mais aussi à faire des recommandations à leur sujet au Conseil de Sécurité et aux gouvernements membres, ou encore au Conseil de Sécurité ou aux gouvernements membres.

Objet du rapport du Comité III, sous la présidence de Sir A. Ramaswami Mudaliar, Chef du Ravitaillement au Conseil Exécutif du Gouverneur Général des Indes, le Conseil Economique et Social ouvre de nouveaux horizons. La coopération économique et sociale sur un niveau international était à peine mentionnée dans le Pacte de la Société des Nations, quoiqu'elle ait été de sa compétence toutefois, la Société a réussi à apporter une contribution importante dans ce domaine. Dans la Charte des Nations-Unies, d'autre part, une telle importance a été attachée à ce sujet, que deux chapitres lui ont été voués. Il faut remarquer en outre, que l'Organisation s'est imposé la tâche, non seulement de faciliter la solution des problèmes internationaux dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes, mais dans sa déclaration de buts, elle va plus loin en s'adjoignant la coopération de ses membres en vue d'accomplir des buts positifs. Ces buts comprennent un niveau de vie plus élevé, l'emploi complet de la main d'oeuvre, de conditions de progrès et de développement économiques et sociaux ainsi que le respect universel des droits humains et des libertés fondamentales.

On peut s'attendre à ce que, en encourageant à ces fins une coopération efficace, le Conseil Economique et Social devienne avec le temps, sous la direction de l'Assemblée Générale, un des principaux instruments pour l'organisation de la paix. La Conférence de San Francisco aura sa place dans l'histoire comme étant le premier Congrès mondial où il est reconnu et établi définitivement par la volonté souveraine de cinquante nations, que l'individu est l'objet, au même degré que l'Etat, de législation internationale.

Le Comité 4, sous la présidence du Très Honorable Peter Fraser, Premier Ministre et ministre des Affaires Extérieures de la Nouvelle-Zélande, a recommandé un système de tutelle internationale qui puisse s'appliquer à certains territoires dépendants. Il n'était même pas fait mention de ce sujet dans les propositions de Dumbarton Oaks. Trois catégories différentes de territoires sont sujettes à être placées sous ce système aux termes d'accords individuels subséquents entre les Etats intéressés et dans ces territoires des zones stratégiques peuvent être désignées et traitées séparément.

L'Assemblée Générale et le Conseil de Tutelle, tout comme les Puissances mandataires, seront particulièrement responsables du bien-être des habitants des territoires sous tutelle. Le Conseil de Sécurité aura la surveillance des zones stratégiques. Mais la Charte va plus loin. Pour la première fois dans l'histoire, elle contient un traité mondial, une déclaration établissant une règle générale en ce qui concerne l'administration de territoires dont les habitants n'ont pas encore atteint une pleine mesure d'indépendance. Cette déclaration est basée sur le principe que les intérêts des habitants des territoires dépendents sont d'une importance primordiale. Celles des Nations-Unies qui administrent ces territoires acceptent comme une mission sacrée le devoir d'assurer aux habitants de ces territoires le progrès politique, économique, social et intellectuel ainsi qu'un juste traitement et la protection contre les abus; de développer des gouvernements autonomes, de tenir compte de leurs inspirations politiques et enfin de favoriser l'évolution progressive de leurs libres institutions politiques.

Chaque Comité a rendu compte des résultats de ses travaux dans le rapport de son Rapporteur, et la Commission a examiné et approuvé chaque rapport. Les rapports des rapporteurs des quatre comités techniques constituent des parties intégrantes du rapport du Rapporteur de la Commission II, qui vous a été distribué et que j'ai l'honneur de soumettre ici à l'examen et à l'approbation de la Séance Plénière.

Permettez-moi, mes chers collègues, d'exprimer, en concluant, mon opinion personnelle que, lorsque la Commission aura manifesté, de cette manière, son désir de faire incorporer dans la Charte les Articles qu'elle a approuvés, nous aurons fait un grand pas vers la réalisation de notre but, un monde libéré de la peur, un monde de paix et de liberté, d'honneur et de dignité, de loi et de justice.

LORD HALIFAX (parlant en Anglais; la traduction suit): Tous mes remerciements, Dr. Alfaro. Vous avez eu l'occasion, Mesdames et Messieurs, d'examiner le rapport du Rapporteur au sujet duquel le docteur Alfaro vient de faire ce commentaire si éloquent. Avez-vous des commentaires ou des objections à faire sur l'adoption de ce rapport ? Faute d'objections, le rapport du Rapporteur de la Deuxième Commission est adopté.

Avant de quitter la Deuxième Commission, je suis sûr d'exprimer les sentiments de tous les délégués en remerciant les officiers et les membres de la Deuxième Commission pour tout le travail qu'ils ont accompli en formulant des dispositions qui seront si étroitement liées à l'existence de la future assemblée.

Nous passons maintenant, mesdames et messieurs, au rapport de la Troisième Commission au sujet du Conseil de Sécurité.

Les membres du bureau de la Commission comprennent: le Président, M. Wilhelm M. Morgenstierne, Ambassadeur de Norvège; le Rapporteur, M. Celso R. Velázquez, Ambassadeur du Paraguay; le Secrétaire Général Adjoint, Julian Cáceres, Ambassadeur de l'Honduras, et le Secrétaire Administratif, M. Grayson Kirk. Messieurs veuillez prendre place à la tribune.

J'ai le plaisir de donner la parole au Rapporteur de la Troisième Commission, Son Excellence M. l'Ambassadeur Velázquez.

LE RAPPORTEUR (N. Velazquez, parlant en Anglais; la traduction suit): Mesdames et Messieurs: J'ai le plaisir de présenter à cette Séance Plénière un compte-rendu résumé de mon rapport: La tâche qui incombait à la Commission III consistait en la préparation de projets d'amendements sur quatre sujets principaux relatifs au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Il s'agissait de l'Organisation et du fonctionnement du Conseil de Sécurité; il fallait déterminer la procédure à suivre pour le règlement pacifique des différends internationaux; les méthodes de coercition que les Nations Unies devront prendre pour assurer la paix et la sécurité; et enfin l'examen des accords régionaux appelés à servir d'auxiliaires à l'Organisation centrale. Chacune de ces questions fut assignée à un Comité Technique dont la documentation principale était basée sur les propositions originales de Dumbarton Oaks ainsi que sur les amendements des gouvernements invitants et ceux qui avaient été présentés par les différentes délégations. A l'issue de 72 séances successives, ces quatre comités soumirent les rapports de leur Rapporteur respectif. à la Commission et nous sommes heureux de pouvoir annoncer que ces rapports qui ont déjà été distribués et qui font partie intégrale de ce rapport ont tous été approuvés par la Commission sans un seul vote d'opposition et à quelques exceptions près, pour ainsi dire, sans abstention. Bien que plusieurs délégations expliquèrent à la Commission les raisons pour lesquelles elles s'étaient opposées à certains points de vue au cours des réunions des comités, elles n'essayèrent nullement de maintenir leur opposition en demandant à la Commission de renverser des décisions déjà prises. Notons également pour le record qu'aucun amendement n'a été proposé dans les séances de la Commission soit aux textes adoptés par les comités, soit aux rapports des Rapporteurs. En résumé, les séances de la Commission ont été marquées par un esprit d'unité et de cordialité qui augure bien de l'avenir de la grande Organisation que nous avons laborieusement créée à la Conférence de San Francisco. Les cinquante nations représentées étaient vraiement à l'unisson dans toutes les séances de la Commission III, espérons qu'elles le resteront.

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 1209 (ENGLISH)
P/19
June 27, 1945

PLENARY

VERBATIM MINUTES OF THE CLOSING PLENARY SESSION

Opera House, June 26, 1945, 3:30 p.m.

Mr. Stettinius Presiding

MR. STETTINIUS: Mr. President, Fellow Delegates, the final plenary session of the United Nations Conference on International Organization is now convened. We shall open this final session by standing in silence for one minute in tribute to all the men and women of the United Nations armed forces, living and dead, whose courage and sacrifice have made this Conference possible. Please arise.

Mr. President, Fellow Delegates, it is with a full heart that I address this final plenary session.

Two months ago the delegates here assembled met for the first time. We came from many parts of the earth, across continents and oceans. We came as the representatives of humanity, as the bearers of a common mandate--to write the Charter of a world Organization to maintain peace for all nations and to promote the welfare of all men.

Every nation represented here has had a part in the making of this Charter. Sentence by sentence, article by article, it has been hammered out around the conference tables. We have spoken freely with each other, and often we have disagreed. When we disagreed we tried again, and then again, until we ended in reconciling the differences among us.

This is the way of friendship and this is the way of peace, and this is the only way that nations of free men can make a Charter for peace and the only way that they can live at peace with one another.

The San Francisco Conference has fulfilled its mandate. The Charter of a permanent United Nations has now been written.

Today we meet together for the last time at this Conference. Tomorrow we shall separate and return home, each to his own country. But in this Charter we will carry to our governments and to our peoples an identical message of purpose and an identical instrument for the fulfillment of that purpose.

We shall bring this Charter to a world that is still wracked by war and by war's aftermath.

A few days ago I talked with some young Americans just back from the battlefront. They lay--wounded and in pain--in the beds of an Army hospital.

As I talked with them I thought of the many millions who have risked all and sacrificed future and life itself to give the world this chance. I thought of all those men and women and children of the nations represented in this meeting place today whom tyranny with bomb and bayonet, and starvation, and fire and torture, could kill but could never conquer. I thought of all the cities now in ruins and all the lands laid waste.

The terrible trial is not yet over. The fighting continues and the reconstruction has just commenced.

This Charter is a compact born of suffering and of war. With it now rests our hope for good and lasting peace.

The words upon its parchment chart the course by which a world in agony can be restored and peace maintained and human rights and freedoms can be advanced. It is a course which I believe to be within the will and within the capacity of the nations at this period of world history to follow.

To the governments and peoples of the fifty nations here represented this Charter is now committed and may Almighty God from this day on and in the months and years to come, sustain us in the unalterable purpose that its promise may be fulfilled.

Ladies and Gentlemen, it is my honor to recognize the Chairman of the Delegation of China.

MR. KOO: Mr. Chairman, Mr. President, Fellow Delegates, Ladies and Gentlemen, we are greatly honored today by the presence of the President of the United States. The United Nations Conference at San Francisco is the first international conference to recognize Chinese as one of

its official languages. We of the Chinese Delegation deem this recognition as a signal honor for China. I, therefore, take great pleasure in addressing you today, Mr. President, Mr. Secretary, Ladies and Gentlemen, in the language of my country and hope to count upon the indulgence and good will of those of you who do not understand my address to follow it with the English translation which the able Secretariat of our Conference has supplied to you all.

MR. KOO (speaking in Chinese; translation follows): The United Nations Conference on International Organization has concluded its vitally important mission of writing a Charter. This instrument will, I believe, prove itself to be an epoch-making document and will rank in its contribution to international justice and peace with the Magna Carta and the Constitution of the United States in their contribution to political liberty and representative government. As we look back upon the eight weeks we have spent on this stupendous task, we cannot fail to recall with even greater appreciation the fullness of the discussion, the earnestness in the debates, the hard work of the technical committees, and the spirit of conciliation, all of which factors have helped to make the Charter an instrument of high ideal and practical wisdom. None of the delegations may find all that they wished to see embodied in it, but they will agree, I am sure, that it contains the essential features for the building of a world organization to promote international justice, peace, and prosperity. Without the valuable contribution, however, of all the participating delegations, we could not have achieved this splendid result.

The idea of establishing at the earliest practicable date a general international organization, based on the principle of the sovereign equality of all peace-loving states, and open to membership by all such states, large and small, for the maintenance of international peace and security, was first conceived by that pre-eminent leader, Franklin Delano Roosevelt, the late President of the United States, and the veteran statesman, Cordell Hull, when he was Secretary of State. It was consecrated in the Four-Power Declaration of Moscow and implemented by a set of concrete proposals at Dumbarton Oaks. These proposals have now been further elaborated and improved at San Francisco.

More mention of the fact that twenty-nine amendments were jointly submitted to the Conference by the four sponsoring powers and literally hundreds of other amendments by the other participating delegations gives an indication of the common desire and determination to complete and

Les méthodes qu'il faudra employer pour encourager le règlement pacifique de tout différend et, si nécessaire, pour employer la force afin de prévenir ou de réprimer toute menace à la paix, ont été décrites dans les rapports du Comité et j'en ai donné un résumé dans mon rapport complet dont le texte a été distribué. On remarquera que le caractère principal du système que nous avons élaboré réside dans la concentration de responsabilité en un Conseil de Sécurité assez restreint puisqu'il ne comprend que onze membres. Les cinq grandes puissances auront chacune un siège permanent à ce Conseil, et les membres non-permanents seront choisis par l'Assemblée. La procédure de vote sur laquelle on a fini par s'entendre, après de longues discussions, est celle qui fut adoptée à la Conférence de Yalta.

La Commission est d'avis que les arrangements prévus pour assurer la sécurité et qui ont été incorporés dans les sections qui relèvent de cette question dans le texte définitif de la Charte, constituent une fondation solide pour l'avenir. On a essayé d'établir une balance harmonieuse entre l'autorité et la responsabilité, et on a reconnu pleinement que certains Etats en vertu de leur puissance immense doivent nécessairement assumer la plus lourde responsabilité pour assurer le maintien de la sécurité. Néanmoins, le principe général qui nous guide est, que, dans le cadre d'obligations communes et de principes déclarés, les différents membres de l'Organisation, grands ou petits, se partageront les responsabilités qui leur conviennent le mieux respectivement pour assurer le succès de la cause commune.

Seul l'avenir dira si nous avons bâti sagement et bien mais c'est l'espoir, et, je crois, la conviction de la Commission que les travaux de ces Comités vus dans le recul du temps représenteront un apport d'importance historique à la paix et à l'humanité.

LORD HALIFAX (parlant en anglais; la traduction française suit): Mesdames et Messieurs, je suis certain que nous sommes tous très reconnaissants au Rapporteur de ses déclarations ainsi qu'aux directeurs et membres de la Troisième Commission qui se sont acquittés de leur tâche avec tant de sagesse et ont aidé la Conférence dans une si large mesure. Y a-t-il des commentaires ou des objections de la part des délégués au rapport qui vient d'être présenté à la Troisième Commission ? Comme il n'y a nul commentaire et nulle objection, je déclare le rapport du Rapporteur de la Troisième Commission approuvé.

Nous en venons maintenant, Mesdames et Messieurs à la Quatrième Commission qui se préoccupe de l'Organisation juridique. Je demanderai au Président de cette Commission, le Dr.Parra-Perez du Vénézuela, le Secrétaire Général assistant M. Emmanuel Habraham d'Ethiopie et le Secrétaire Exécutif, M. Norman Padelford de prendre place à la tribune.

640

RAPPORTEUR (M. Parra Pérez): A la Quatrième Commission, dont j'ai eu l'honneur de remplir les fonctions de Président, a été dévolue la tâche vaste et complexe de l'étude de tous les aspects de l'organisation judiciaire des Nations Unies.

En vue de faciliter ces travaux, la IVeme Commission a été subdivisée en deux Comités. Le 1er Comité a été chargé, d'une part, de la rédaction des textes du Chapitre X de la Charte qui renferment les principes généraux relatifs à la Cour Internationale de Justice, et, d'autre part, du projet de texte du Statut de la Cour qui doit former partie intégrante de la Charte.

Le deuxième Comité a eu pour mission de préparer, en vue de leur insertion dans la Charte, les dispositions juridiques concernant le fonctionnement de l'Organisation qui n'avaient pas été prévues dans les Propositions de Dumbarton Oaks. Ces dispositions se rapportent à l'enregistrement et à la publication des traités; aux obligations imposées par les traités qui seraient incompatibles avec la Charte; à la mise en vigueur de la Charte; au Statut juridique de l'Organisation, ainsi qu'aux privilèges et immunités accordés à celle-ci et à ses fonctionnaires.

Je crois inutile de répéter ici ce que j'ai déjà eu l'occasion de déclarer aux séances de la Quatrième Commission au sujet de l'importance des travaux dont elle a été chargée et de la façon remarquable dont ses deux Comités se sont acquittés de leur tâche. Le mérite en revient tout entier aux Présidents et aux Rapporteurs de ces Comités, à l'ensemble de leurs membres ainsi qu'au personnel de leur secrétariat. Qu'il me suffise d'exprimer ici la conviction profonde que la Cour Internationale de Justice qui résultera de nos délibérations à San Francisco, se montrera l'héritière fidèle des nobles traditions léguées par la Cour de La Haye qui a fonctionné avec de si bons résultats pendant plus de vingt ans et que les décisions impartiales et justes qu'elle rendra marqueront un progrès continu dans l'évolution du mécanisme judiciaire pour la solution pacifique des différends internationaux. Permettez-moi ici d'affirmer à nouveau ma foi dans le triomphe du droit comme critère des relations internationales dont la Cour sera à la fois le symbole et l'interprète, et l'espoir que sa compétence s'étendra progressivement et sans restrictions, à tous les membres de l'Organisation et aux Etats à qui il sera permis à l'avenir, d'adhérer au Statut.

Le fait que les questions traitées par nos deux Comités sont nettement distinctes par leur propre nature semble expliquer suffisamment qu'il n'y ait pas un rapporteur de la IVeme Commission, et c'est à cette circonstance que je dois le privilège de venir devant vous pour prier l'Assemblée de

bien vouloir adopter les textes suivants qui ont reçu l'approbation de la Commission au cours de ses séances du 15 et du 23 juin 1945:

(1) Le Chapitre XIV de la Charte des Nations Unies

(2) Le Statut de la Cour Internationale de Justice

(3) La recommandation aux Membres de l'Organisation pour qu'ils déclarent aussitôt que possible qu'ils acceptent la juridiction obligatoire de la Cour Internationale de Justice

(4) Les textes de diverses dispositions juridiques se rapportant au fonctionnement de l'Organisation qui doivent être incorporés dans les Chapitres XVI et XIX de la Charte.

Les textes mentionnés ci-dessus figurent dans les rapports des Comités qui ont été approuvés par la Commission et distribués aux diverses délégations.

650

LORD HALIFAX: (parlant en anglais; la traduction suit): Merci beaucoup, M. le docteur Parra-Perez, de ce que vous venez de dire pour expliquer votre rapport, et puis-je en même temps au nom de la Conférence transmettre à vous et à vos collègues les remerciements de la Conférence pour le soin et la sagesse et l'assiduité avec lesquels vous avez tous guidé la Conférence au milieu de ses nombreux problèmes juridiques.

Vous avez eu sous les yeux, Mesdames et Messieurs, le rapport de la Commission IV et les diverses pièces qui y sont attachées et qui sont mentionnées dans le rapport. Quelqu'un a-t-il un commentaire ou une objection à faire? Puisqu'il n'y a ni commentaire ni objection, je déclare le rapport approuvé.

Vous avez maintenant entendu, Mesdames et Messieurs, et vous avez approuvé, les rapports des quatre Commissions de la Conférence embrassant la Charte des Nations Unies et le Statut de la Cour Internationale. A l'ordre du jour maintenant est le rapport du Rapporteur du Comité de Direction, et le Président est heureux de donner la parole au Rapporteur, M. l'Ambassadeur Belt de Cuba.

RAPPORTEUR (M. Belt parlant en anglais; la traduction suit): M. le Président, mes chers collègues: le Comité de Direction à sa dixième séance, tenue le 21 juin 1945, a approuvé un document prévoyant l'établissement d'une Commission Préparatoire des Nations Unies. Ce document, intitulé "Arrangements Provisoires Conclus par les Gouvernements Représentés à la Conférence des Nations Unies sur l'Organisation Internationale", avait été présenté au Comité de Direction le 17 juin par le Comité Exécutif, dont les membres avaient précédemment approuvé en principe une rédaction préliminaire rédigée par le Secrétariat. Le texte adopté par le Comité de Direction a été révisé, quant à des détails de langage et de style seulement, le 22 juin par le Comité de Coordination et par le Comité Consultatif de Juristes. Ce texte révisé a été présenté au Comité de Direction à sa séance finale, tenue le 23 juin. Il ne reste qu'à faire examiner et approuver ce document par la Conférence en séance plénière, après quoi le document sera prêt à signer.

Il est proposé que la Commission Préparatoire soit composé de représentants de chaque gouvernement signataire de la Charte, à raison d'un représentant par gouvernement. Quand la Commission ne siègera pas, ses pouvoirs et fonctions seront exercés par un Comité Exécutif composé des représentants des gouvernements actuellement représentés au Comité Exécutif de cette Conférence, à savoir, l'Australie, le Brésil, le

Canada, le Chili, la Chine, la Tchécoslovaquie, la France, l'Iran, le Mexique, les Pays-Bas, l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, le Royaume Uni, les Etats-Unis, et la Yougoslavie.

Si le rapport du Comité de Direction est approuvé, la Commission Préparatoire tiendra sa première séance à San Francisco le matin du mercredi 27 juin, et subsistera jusqu'à l'élection du Secrétaire Général de l'Organisation. Elle aura son quartier général à Londres. Le Comité Exécutif convoquera une séance plénière de la Commission aussitôt que possible après l'entrée en vigueur de la Charte de l'Organisation et à toute date ultérieure où il estimera une telle séance désirable.

La Commission aura diverses fonctions de recherches et d'administration. Il est proposé que la Commission doive : (a) convoquer la première séance de l'Assemblée Générale; (b) préparer l'ordre du jour préliminaire des premières séances des organes principaux de l'Organisation, et rédiger des documents et des recommandations concernant toutes les questions à l'ordre du jour de ces séances; (c) élaborer des recommandations concernant la transmission éventuelle de certaines fonctions et activités de la Société des Nations qu'il pourra être désirable d'attribuer à la nouvelle Organisation à des conditions qui seront à fixer; (d) examiner les questions que comporte l'établissement de la relation entre les organisations et les organismes spécialisés intergouvernementaux et l'Organisation; (e) présenter des invitations en vue de la nomination de candidats à la Cour Internationale de Justice conformément aux dispositions du Statut de la Cour; (f) rédiger des recommandations concernant les arrangements à prendre pour le Secrétariat de l'Organisation; et (g) faire des études et préparer des recommandations concernant le site du quartier général permanent de l'Organisation.

A sa onzième séance, tenue le 23 juin 1945, le Comité de Direction a approuvé à l'unanimité le texte de la Charte des Nations Unies présenté par le Comité de Coordination et par le Comité Consultatif de Juristes.

Les Présidents des quatre Commissions ont déjà communiqué à la Conférence la matière de la Charte des Nations Unies. La révision du texte faite par le Comité de Coordination et le Comité Consultatif de Juristes ne comporte que des modifications de style pour donner la forme d'une Charte aux travaux des douze comités techniques et des quatre Commissions. Chaque fois que les textes communiqués par les comités techniques semblaient obscurs ou en conflit, le Comité de Coordination consultait les bureaux des comités techniques ou des commissions en cause, ou s'il était nécessaire, renvoyait la question qui

faisait l'objet de la discussion à l'examen du comité technique approprié.

En adoptant le texte révisé présenté par le Comité de Coordination le 23 juin, le Comité de Direction a autorisé le Comité de Coordination à faire telles modifications de langage et de grammaire qui pourraient être nécessaires pour donner au document sa forme définitive. Les quelques légères modifications faites par le Comité de Coordination sous cette autorisation ont déjà été communiquées à toutes les délégations. Le Comité de Direction recommande que la Conférence en séance plénière adopte la Charte des Nations Unies qui lui est maintenant soumise.

Le Statut de la Cour Internationale de Justice, qui doit faire partie intégrante de la Charte, n'a pas été officiellement examiné par le Comité de Direction, puisqu'il avait été discuté à fond par le Comité de Jurists des Nations Unies qui s'était réuni à Washington avant cette Conférence, par le Comité Technique I de la Commission IV, par la Commission IV, et par le Comité de Coordination et le Comité Consultatif de Juristes. Le Comité de Direction avait devant lui le 23 juin un exposé des modifications faites dans la rédaction du Statut par le Comité de Coordination et par le Comité Consultatif de Juristes. Le but de ces modifications était simplement d'éclaircir certains passages dans le Statut adopté par la Commission IV et de mettre le Statut dans son ensemble en conformité entière à la Charte.

M. le Président, le rapport fait par le Comité de Direction ne serait pas complet si je ne faisais pas mention de l'autre évènement important qui a eu lieu à notre dernière séance si dramatique du samedi dernier. Le Délégué de l'Australie, le Très Honorable Francis Michael Forde, Premier Ministre Adjoint et Ministre pour l'Armée de l'Australie, au milieu d'applaudissements frénétiques, a rendu hommage à la direction si capable du Président du Comité de Direction, et du Président de la Conférence chargé de la responsabilité de la conduite de ses travaux, l'Honorable Edward R. Stettinius, Jr. J'ai ici le document témoignant de cet hommage qui a été rédigé par M. Forde et qui a été signé par les présidents de toutes les délégations, et je terminerai mon office de Rapporteur du Comité de Direction en le remettant entre les mains de M. Stettinius. M. Stettinius, notre très distingué Président, voudra-t-il nous faire le plaisir de monter à l'estrade?

J'ai le grand honneur de présenter ce document à M. Stettinius au nom du Comité de Direction.

M. STETTINIUS (parlant en anglais; la traduction suit): Lord Halifax, M. le docteur Belt; tout ce que je puis dire c'est que si j'ai eu du succès comme Président du Comité de Direction ou comme Président de cette Conférence, c'est par suite de l'appui qui m'a été donné par les cinquante délégations ici représentées. Je vous remercie tous du fond de mon coeur.

RAPPORTEUR (M. Belt, parlant en anglais: la traduction suit): J'ai eu moi-même l'honneur de proposer, lors de la séance finale du Comité de Direction, que le Comité rende hommage aussi à la direction si capable des trois autres Présidents de la Conférence, y compris le Président de cette séance plénière, Lord Halifax.

M. le docteur Wellington Koo, un des Présidents de la Conférence, a été assez bon pour proposer un témoignage semblable de mes propres services comme Rapporteur du Comité et des services du très capable M. Alger Hiss, Secrétaire du Comité et Secrétaire Général de la Conférence.

M. le docteur Gallagher, Ministre des Affaires Etrangères et Président de la Délégation du Pérou, a présenté une proposition qui a été adoptée à l'unanimité au milieu de chaleureux applaudissements, en reconnaissance de la grande contribution apportée à la Conférence par M. le docteur Herbert Vere Evatt, Procureur Général et Ministre pour les Affaires Extérieures de l'Australie.

Notre Comité a terminé ses importants travaux en se levant pour une minute de silence en mémoire du feu Franklin Delano Roosevelt, à la suite d'une proposition faite par M. John Sofianopoulos, Ministre des Affaires Etrangères et Président de la Délégation de la Grèce.

LORD HALIFAX (parlant en anglais; la traduction suit): Mes chers collègues; M. le docteur Belt, Rapporteur du Comité de Direction, nous a fait un rapport très compréhensif pour lequel je suis certain que vous voudriez que je le remercie; son rapport a porté particulièrement sur l'accord approuvé par le Comité de Direction relatif à l'établissement d'une Commission Préparatoire, et vous a fait part de l'approbation de la Charte des Nations Unies par le Comité.

Quelque Délégué a-t-il un commentaire ou une objection à faire concernant le rapport du Rapporteur? Je n'entends aucune objection; je déclare approuvé le rapport du Rapporteur du Comité de Direction.

LORD HALIFAX (parlant en anglais; la traduction suit): Maintenant, Mesdames et Messieurs de la Conférence, nous

arrivons à la dernière action de cette avant-dernière séance plenière. Les rapporteurs des quatre commissions et du Comité de Direction ont fait leur rapport sur les travaux de ces organismes en ce qui concerne l'élaboration des dispositions de la Charte des Nations Unies, y compris le Statut de la Cour Internationale et l'Accord pour les Arrangements Provisoires, prévoyant l'établissement de la Commission Préparatoire. Je crois que ces textes ont été distribués aux délégués et j'ai maintenant le devoir, l'honneur et le privilège, comme Président, de demander un vote sur l'approbation de la Charte des Nations Unies, y compris le Statut de la Cour Internationale, et aussi l'Accord sur les Arrangements Provisoires.

Mesdames et Messieurs, en vue de l'importance mondiale de ce vote que nous allons prendre en commun, j'ai le sentiment qu'il conviendrait de ne pas observer la méthode ordinaire de voter en levant la main. Si vous êtes d'accord avec moi, je demanderai aux présidents des délégations de se lever pour mettre à jour leur vote sur une question qui, à mon avis, sera une des plus importantes de toutes les questions sur lesquelles nous aurons à voter de notre vie.

Puis-je inviter les Présidents des Délégations qui sont en faveur de l'approbation de la Charte et du Statut et de l'Accord sur les Arrangements Provisoires, de se lever et de vouloir bien rester debout pendant que les votes sont comptés.

(Le vote a lieu).

Merci. Y a-t-il des avis contraires?

La Charte et les autres documents sont approuvés à l'unanimité. (A ce point les délégués et toute l'assistance se sont levés et ont applaudi).

Je crois, Mesdames et Messieurs, que nous pouvons avoir le sentiment que nous avons pris part, comme nous pouvons l'espérer, à un des grands moments de l'histoire.

Je vais demander à M. Hiss s'il sera assez aimable pour faire une courte annonce concernant les arrangements éventuels en vue de la signature que notre vote vient d'autoriser.

SECRETAIRE GENERAL (M. Hiss, parlant en anglais; la traduction suit): A cause de l'étape où en est l'impression et de divers problèmes techniques se rattachant à l'impression de la Charte dans les cinq langues officielles, il n'est pas possible de dire avec certitude à quelle heure la signature peut commencer demain matin, mais je crois qu'elle commencera comme nous l'avions projeté à l'origine, à neuf heures demain matin. Je ne peux en dire davantage pour le moment.

Le Secrétariat restera en rapport avec les délégations demain matin et les officiers de liaison des délégations tiendront les délégations renseignées sur les dispositions prises et l'heure spécifique pour signer.

LORD HALIFAX (parlant en anglais; la traduction suit): On me demande d'annoncer, Mesdames et Messieurs, que la séance plénière finale aura lieu demain à 15 h. 30.

Avant de lever cette séance, puis-je dire--comme je vois qu'il m'est permis de le faire--au nom du Président de la Conférence, M. Stettinius, qui a reçu un hommage si mérité de notre ami commun, M. Bolt, il y a quelques minutes, et au nom de mon ami, M. l'Ambassadeur Gromyko et de M. le docteur Koo, ces Messieurs à qui la Conférence est redevable de tant de choses--puis-je dire, en leur nom, que nous sentons tous que si l'un ou l'autre de nous a pu apporter une modeste contribution à la Conférence, cela a été possible à cause de la coopération que toutes les Délégations se sont donnée mutuellement avec tant de bonne volonté, de sorte que nous avons pu avoir le sentiment que nous étions réellement une bande de frères, travaillant pour la cause commune. J'ai le sentiment aussi que je parle dans ce sens non seulement au nom des Présidents de la Conférence, mais au nom de tous les délégués. Maintenant, Mesdames et Messieurs, s'il n'y a plus rien à l'ordre du jour, il est mon devoir de déclarer que la neuvième séance plénière est levée.

(La séance est levée à 23 h. 15.)

656

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 1200 (ENGLISH)
P/18
June 26, 1945

PLENARY

AGENDA FOR FINAL PLENARY SESSION

3:30 p.m., June 26, 1945

The Conference will be addressed by the following:

The Chairman of the Delegation of the United States of America
The Honorable Edward R. Stettinius, Jr.

The Acting Chairman of the Delegation of China
The Honorable V. K. Wellington Koo

The Acting Chairman of the Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics
The Honorable A. A. Gromyko

The Acting Chairman of the Delegation of the United Kingdom
The Earl of Halifax

The Acting Chairman of the Delegation of France
The Honorable Joseph Paul-Boncour

The Chairman of the Delegation of Brazil
The Honorable Pedro Leão Velloso

The Chairman of the Delegation of Czechoslovakia
The Honorable Jan Masaryk

The Chairman of the Delegation of Mexico
The Honorable Ezequiel Padilla

The Chairman of the Delegation of Saudi Arabia
H. R. H. Amir Faisal Ibn Abdul Aziz

The Chairman of the Delegation of the Union of South Africa
Field Marshal Jan Christian Smuts

The President of the United States of America
The Honorable Harry S. Truman

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 1200 (FRENCH)
P/18
June 26, 1945

PLENARY

ORDRE DU JOUR DE LA DERNIERE SEANCE PLENIERE

15 heures 30, le 26 juin, 1945

Les orateurs suivants prendront la parole:

Le Président de la Délégation des Etats-Unis d'Amérique,
M. Edward R. Stettinius, Jr.

Le Président par interim de la Délégation de la Chine,
M. V.K Wellington Koo

Le Président par interim de la Délégation de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes,
M. A.A.Gromyko

Le Président par interim de la Délégation du Royaume-Uni,
Lord Halifax

Le Président par interim de la Délégation française,
M. Joseph Paul-Boncour

Le Président de la Délégation du Bresil,
M. Pedro Leao Velloso

Le Président de la Délégation de la Tchécoslovaquie,
M. Jan Masaryk

Le Président de la Délégation du Mexique,
M. Esequiel Padilla

Le Président de la Délégation de l'Arabie Saoudite,
L'Emir Faiçal Ibn Abdul Aziz

Le Président de la Délégation de l'Union Sud-Africaine,
Le Feld-Maréchal Jan Christian Smuts

Le Président des Etats-Unis d'Amérique,
M. Harry S. Truman

we have always fought for the establishment of a solid international morality based on justice and peace, and the truth is that this principle has today such deep roots that none can uproot it in this hemisphere.

With such traditions and ideals, the contribution of the American nations could not fail to be of outstanding value.

They were supported in the fight for what they deemed indispensable to the existence of the continental system, which, as was shown by the war, is necessary for the peace and security of the world, by the great sister nation which welcomed us in this magnificent city and which is represented in this closing session by her eminent President, Mr. Harry S. Truman, and her illustrious Secretary of State, Mr. Edward Stettinius. The United States, a powerful manifestation of the new world represented by this continent, constitutes a moral force without parallel in this historic moment. The awareness of this fact on the part of her people and her leaders is not a whit inferior to the faith we repose in them.

Let us all swear solemnly by this Charter, as we do by the Sacred Book, that by its means we shall maintain peace in the world and that we shall order the relations among all peoples in accordance with its principles of law and justice.

MR. STETTINIUS: We will now hear from Mr. Jan Masaryk, Minister for Foreign Affairs of Czechoslovakia, and the Chairman of the Delegation of that country.

MR. MASARYK: Mr. President, Ladies and Gentlemen, the San Francisco Conference has terminated its all-important historic deliberations. To some it seemed too long. But if we consider the magnitude of our task, the conditions prevailing in this world of ours in April 1945 and even today, if we realize how thoroughly our civilization has been shaken up by years of concentrated destruction of values material, moral, and cultural, we are bound to come to the conclusion that the time spent on drafting the Charter, one of the most important documents in human history, was neither long nor wasted. From fifty different countries--and how different--representatives came to the Golden Gate for a tremendous purpose, our handling of which will be judged by many coming generations. The Czechoslovak Delegation is proud of the opportunity to cooperate modestly in this epoch-making task.

A great deal has been said about the great, medium, and

small nations. Although the Czechoslovak Government from the beginning full heartedly agreed with the thesis that the great powers, who will have to carry the overwhelming brunt of the political and economic responsibility, should have more to say than the rest of us, we realized at the same time that an honorable and dignified role could, would, and should be played by any Delegation which had something worth while to contribute. The Charter is the proof of both these purposes.

There may have also been created in some quarters the impression that the forty-five so-called small and medium nations--though some of them very great in tradition and in achievement--had been in a steady opposition to the Big Five. That is not correct. On the contrary, a friendly and fruitful cooperation between all the fifty powers represented here was very much in evidence even if sometimes differences of opinion were not altogether unnoticeable. Let me repeat what I have often said before, that there are so many vital interests we have in common--the big and the small--and that the common denominator of peace with security is overwhelming. This has been so gloriously manifested on the fields of battle and we all hope will be equally strongly manifested once peace is established.

The small and smaller countries need security, crave security, pray for security, so that they can keep step with the great ones and serve humanity as equals among equals.

In a short while now we shall disperse into all corners of the earth to explain to our peoples what we did, why we did it, and how we did it. It is my considered opinion that we can face our respective governments, parliaments, and peoples with a calm conscience and a feeling of modest satisfaction.

This Charter is a good document, honestly arrived at, and if the same spirit of friendly cooperation prevails in bringing it into actual force, I do not see any insurmountable difficulties looming ahead.

We have in our hands an effective weapon against the repetition of wanton aggression by the beaten Nazi and Fascist evildoers, and after the second part of the war is crowned with the same absolute military victory--as it surely will be--also against the medieval imperialism of the Japanese. There will be many important, complex, and far-reaching problems to solve--but we can, we shall solve them, because we know that sorely wounded humanity could not stand another cataclysm such as the one out of which we are laboriously, but victoriously, emerging at this moment.

May I in conclusion utter a humble word of warning? Let us please stop talking about the next world war. The language one hears in certain places is lamentably unconstructive, it arouses suspicions at a moment when mutual confidence is all-important. Not one of us in this room wants another war. None of us want the children of these selfless children of ours, whose graves are scattered as sacred mementos all over the face of this scarred earth of ours--none of us want these children to die in another war in another generation--we want them to live and work for their respective countries in peace and security in a socially just and safe world. That's why we assembled here, that's why we drafted this Charter. It contains all the necessary safeguards against future wars. Let us see to it that our lofty aims are carried into deeds worthy of the memory of our beloved youngsters.

The spirit and ideals of Woodrow Wilson and Franklin Roosevelt are present today. I know they would give us their blessing, and we fifty nations united here are wishing Godspeed to their successor, Harry S. Truman--for his journey to the next meeting and for a successful accomplishment of the gigantic task which he took over so ably, so officiently, and so humbly.

MR. STETTINIUS: Ladies and Gentlemen, Dr. Ezequiel Padilla, the Foreign Minister of Mexico and the Chairman of the Mexican Delegation to this Conference.

MR. PADILLA (speaking in Spanish; translation follows): We have now completed the historic task so fervently awaited by all men of good-will. To appreciate the profound significance of our successful undertaking, in whose execution its leaders have displayed extraordinary ability and wisdom, we need only to realize that the three great victorious powers--the United States, the Soviet Union, and Great Britain--could have determined the immediate future of the world by themselves and for themselves. Instead, their Governments convoked all the United Nations, both great and small, to lay at this Conference the foundations of an international structure based on cooperation and law. The Governments of the great powers have done this because their peoples have charged them with the responsibility of protecting the coming generations against new and frightful sacrifices.

We may, therefore, assert that the Conference at San Francisco has not been a somber expression of force, but the embodiment of the highest aspiration of man toward permanent world peace and justice.

PROGRAM

Closing Plenary Session • The United Nations Conference on International Organization • San Francisco, June 26, 1945

ADDRESSES

The Chairman of the Delegation of the United States of America
THE HONORABLE EDWARD R. STETTINIUS, JR.

The Acting Chairman of the Delegation of China
THE HONORABLE V. K. WELLINGTON KOO

The Acting Chairman of the Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics
THE HONORABLE A. A. GROMYKO

The Chairman of the Delegation of the United Kingdom
THE EARL OF HALIFAX

The Acting Chairman of the Delegation of France
THE HONORABLE JOSEPH PAUL-BONCOUR

The Chairman of the Delegation of Brazil
THE HONORABLE PEDRO LEÃO VELLOSO

The Chairman of the Delegation of Czechoslovakia
THE HONORABLE JAN MASARYK

The Chairman of the Delegation of Mexico
THE HONORABLE EZEQUIEL PADILLA

The Chairman of the Delegation of Saudi Arabia
H. R. H. AMIR FAISAL IBN ABDUL AZIZ

The Chairman of the Delegation of the Union of South Africa
FIELD MARSHAL JAN CHRISTIAN SMUTS

The President of the United States of America
THE HONORABLE HARRY S. TRUMAN

Texts in English of the addresses to be delivered at the closing plenary session. The text of the address by the President of the United States of America will be distributed at the close of the session.

taneous hospitality which the people of San Francisco have offered to the members of the delegations to the United Nations Conference;

In recognition of the contribution which the arrangements for the reception and entertainment of the members of the delegations has made to their effective participation in the work of the Conference; and

In recognition of the efforts of the citizens of San Francisco, appointed by the Honorable Roger D. Lapham, Mayor of San Francisco, to be members of the United Nations Conference Committee, in the planning and organization of the hospitality extended to the delegations;

The chairmen of the delegations to the United Nations Conference on International Organization unanimously express their heartfelt thanks to the people of San Francisco and the members of the aforesaid Committee and request that the original of the present testimonial be deposited with His Honor the Mayor of San Francisco and that appropriate copies thereof be presented to the individual members of the Committee.

The Chairman of the Delegation of Brazil
THE HONORABLE PEDRO LEÃO VELLOSO

Forgathered in this beautiful city of San Francisco whose people have lavished upon us their splendid hospitality, we can now, after two months of difficult and arduous labor, offer to the world "The Charter of the United Nations," which is to govern its destiny. When we arrived here, victory, though near, had not yet come completely to the Allied armies in Europe. We had constantly before us the thought of the tragic and terrible spectacle of destruction and death in which our civilization was being consumed.

Now, by the grace of God, we are witnessing the end of this tremendous catastrophe, which had its primary origin in a criminal mentality based on a false political philosophy, on pagan principles, on barbarous methods. This philosophy brought about the resurgence of the ancient peoples of conquest, looking and aiming toward the domination of the world by force, while trampling under foot the sacred principles of law and justice.

They chose the time to begin this monstrous war, and with a might of arms hitherto unknown they devastated and burned towns and fields, they slaughtered peaceful populations and took innocent lives, they sowed misery, pain and sorrow in an holocaust of immeasurable magnitude such as had never been known throughout history.

Once again the representatives of many nations, men of divers races and creeds, from all regions of the world, have gathered with one unspoken and constant purpose, that of doing all within their power to prevent such a war from occurring again, to prevent the world from becoming again an immense and desperate battlefield.

Our task here in San Francisco, complementary to that of the peace which must be drawn up in due time, with all its complexities and details, was of the greatest importance. The Dumbarton Oaks Proposals, revised and greatly extended in their political, juridical, social and economic aspects, have been fashioned into an instrument of international order, in the effectiveness of which we must all have the greatest confidence. It may have the faults inherent in anything made by man. But it can never be said that it was not created by capable men, moved by sincere good faith.

In the international as well as in the social field inequalities are unavoidable. They are derived from geographical, economic and historic factors which contributed to the formation of the nations of the earth. The remedy for this is to be found only in the principles and in the rule of law and

justice. Before the law there are no great, medium or small powers. All have the same right to respect for their individuality, their territorial integrity and their complete independence. The nations here represented in one way or another fought with the means at their disposal against the forces of a philosophy which stood for the very opposite of the concepts just mentioned. They are firmly disposed to cooperate, each within its own sphere, so that respect for law shall be the basic principle of their relationship and in order that the use of force be permitted only when it becomes necessary to enforce that respect.

As a citizen of a nation of the American continent, I cannot end this brief address without mentioning the role all these nations have played in San Francisco. The Americas do not constitute a bloc. The Americas are much more than that: they constitute a way of life, a system with traditions and ideals peculiar to them, traditions going back more than sixty years, ideals of noble and rare degree. We are all firmly convinced that our inter-American system will be a stimulus to the wishes for peace of the rest of the world. From the days of our independence we have always fought for the establishment of a solid international morality based on justice and peace, and the truth is that this principle has today such deep roots that none can uproot it in this hemisphere.

With such traditions and ideals, the contribution of the American nations could not fail to be of outstanding value.

They were supported in the fight for what they deemed indispensable to the existence of the continental system, which, as was shown by the war, is necessary for the peace and security of the world, by the great sister nation which welcomed us in this magnificent city and which is represented in this closing session by her eminent President, Mr. Harry S. Truman, and her illustrious Secretary of State, Mr. Edward Stettinius. The United States, a powerful manifestation of the new world represented by this continent, constitutes a moral force without parallel in this historic moment. The awareness of this fact on the part of her people and her leaders is not a whit inferior to the faith we repose in them.

Let us all swear solemnly by this Charter, as we do by the Sacred Book, that by its means we shall maintain peace in the world and that we shall order the relations among all peoples in accordance with its principles of law and justice.

perfect the Dumbarton Oaks plan of a permanent Charter. We are glad to see in the completed instrument today many new features. Provisions have been added which emphasize that the adjustment or settlement of international disputes should be in conformity with the principles of justice and international law; which aim to promote and encourage respect for human rights and for fundamental freedoms for all without distinction as to race, language, religion, or sex; which expressly recognize the inherent right of individual and collective self-defense in the event of an armed attack; which stress the importance of cooperation in the solution of international economic, social, cultural, and other humanitarian problems; which empower the Economic and Social Council to set up commissions in these diverse fields of activity in order to achieve positive results; and which, lastly but far from being of the least importance, provide a comprehensive and liberal system of international trusteeship, stipulating independence and self-government among its fundamental objectives. These are only illustrations but they are sufficient, I hope, to show the broad scope, the high principles, and the noble purposes of the new Charter.

The constitution of the Organization of the United Nations is now written and signed, and will in due course be ratified by the governments represented at this Conference. It remains for us to continue to foster mutual trust and friendly collaboration in order to make this, the greatest of international experiments, a great success in fact.

We of the Chinese Delegation came to San Francisco to cooperate and we have been glad to find cooperation the happy keynote of the whole Conference. We are confident that, with faith in the future and with the same spirit of cooperation as has guided us in our deliberations here in the Golden City, lasting peace and continued prosperity will be within the gift of the new Organization to the whole world. This is not an utopian dream. We believe it to be a legitimate aspiration, a reasonable hope, and indeed, when fully realized, it will be a just reward for our exertions in the arduous common struggle which has cost us all, and will cost us still more untold sacrifice of life, blood, and treasure. The genius of man has devised the plan and completed the instrument, and we fervently hope that the spirit of cooperation will always guide its operation in order to achieve its lofty aims.

We have stayed two months here in San Francisco. The excellent arrangements made by the Government of the United

States have made our sojourn here both pleasant and fruitful. As the representatives of one of the sponsoring powers, we of the Chinese Delegation feel especially grateful to the host nation. We wish also to express our deep appreciation of the hospitalities of the city and people of San Francisco. But I cannot conclude my remarks without acknowledging also the splendid and most valuable work of the Honorable Edward R. Stettinius, Jr., Secretary of State and Chairman of the American Delegation, who, in his various high capacities in the Conference and with the assistance of an efficient secretariat, has made a unique contribution to the success of the Conference. To him as also to his able and distinguished colleagues on his delegation, we owe an immense debt of gratitude, and to them all we wish to extend our thanks and our admiration. I sincerely believe that these sentiments are not ours alone but are fully shared by the other delegations to the Conference.

MR. STETTINIUS: Ladies and Gentlemen, it is my honor to recognize the Chairman of the Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics, Ambassador Gromyko.

MR. GROMYKO (speaking in Russian; translation follows): Today we sum up the results of the historic Conference of the United Nations, gathered to work out the Charter of the Organization on the maintenance of peace and security. The foundation of this International Organization was laid down even at the time when the war was raging in Europe, when the enemy, though having suffered a serious defeat, resisted furiously. These foundations, as it is known, were laid at the Moscow Conference of the ministers for foreign affairs of the United States of America, Great Britain, and the Soviet Union, at the Dumbarton Oaks Conference, and at the historic Crimea Conference.

The peace-loving nations who suffered countless sacrifices in this war naturally rest their hopes on the establishment, by collective efforts, of an international instrument which could prevent the repetition of a new tragedy for humanity. In accordance with the decisions adopted at the Dumbarton Oaks Conference, Marshal Stalin said: "To win the war against Germany means to carry out a great historical deed. But to win the war still does not mean the insurance of lasting peace and security for the people in the future. The task is not only to win the war but also to make impossible the occurrence of a new aggression and a new war, if not forever, then at least for a long period of time."

When asked whether there is some means for preventing

the Soviet Union, the United States of America, Great Britain, France, and China. The decision of the Conference to give permanent seats in the Council to five great powers is recognition of the obvious fact that the Security Council can possess sufficient means and forces necessary for the maintenance of peace only if it permanently includes those countries which have sufficient resources in men and material necessary for the successful and effective fulfillment of its duties.

The whole world is aware of the role of these powers in their fight together against aggression in the course of the second World War, and the role played by each of them.

In the European war which has just ended, the Allied powers demonstrated their ability to carry out the task of annihilating the strongest and most cunning enemy in history. Without cooperation between them it would be impossible to carry out so successfully the task of defeating Hitlerite Germany. Without such cooperation, it would be impossible in the future to carry out the task of preserving peace.

The Conference devoted much of its time to the question of working out the part of the Charter dealing with the establishment of the second important organ of the Organization--the General Assembly--and defining its functions and powers. These functions and powers, as defined by the Charter, give the Assembly great opportunities to make an important contribution to the cause of the maintenance of peace and security. Besides, within the sphere of functions and powers of the General Assembly there are a great number of questions on economic, social, political, and cultural cooperation and other questions within the scope of the Charter and within the scope of functions and powers of the organs provided for by this Charter: the Economic and Social Council, the Council on Territorial Trusteeship, and other organs.

Thus, for each member of the International Organization, for all states, great and small, there are great opportunities for making contributions to the common cause of the maintenance of peace and strengthening cooperation between the United Nations in the interest of the well-being and prosperity of all peoples.

Of course, in the course of the work of the Conference there were some difficulties and differences of views between separate delegations on these or other questions.

However, one should be surprised not at the existence of these difficulties and not at the existence of different viewpoints between separate delegations on those or other questions, but at the fact that, as a result of the work of the Conference, all the main difficulties were overcome, and we succeeded in fulfilling successfully the tasks before the Conference. We prepared a document which should become the basis for the actions of the International Organization--its constitution. Naturally, the very best and most perfect Charter in itself is not yet a guaranty that its provisions will be carried out and insure the preservation of peace. In order to achieve this important and noble task it is also necessary, in addition to the existing Charter, to have the unity and coordination of actions of members of the International Organization, and first of all the unity and coordination of actions between the most powerful military powers of the world. It is also necessary that all members of the International Organization should try to settle all disputes by peaceful means in the spirit of cooperation and good-will.

The Delegation of the Soviet Union in the course of the work of the Conference aimed at the creation of a Charter of the International Organization which could guarantee the effective fulfillment of the tasks confronting the Organization.

I am glad to emphasize that the Soviet Delegation in its work found understanding and support on the part of many other delegations participating in this Conference. It could not be otherwise. The peoples of the countries represented at this Conference pursue a common objective--to prevent the repetition of a new war.

The provisions of the Charter, which have been worked out, cover a great number of questions and problems defining the future activity of the Organization as a whole and its separate organs. In this connection it is necessary to point out specially the significance of those provisions of the Charter which refer to peaceful settlement of disputes and conflicts. The participants in the Conference paid great attention to this field of their work. Under the Charter, members of the International Organization obligate themselves to achieve peaceful settlements of the disputes. Let us hope that this aim will be fully realized.

In conclusion I wish to express confidence that this Conference of the United Nations will go down in the history of humanity as one of the most significant events and that our efforts will be beneficial for all peace-loving peoples

This reality is the unquestionable superiority which the sum total of the strength of the United Nations, their formidable resources in men and material, together with their productive capacity, will give them over an aggressor rising alone in rebellion. And the certainty of defeat will most probably discourage any aggressor from starting a fight.

But the United Nations, and more especially the great nations with a permanent seat on the Council, must remain truly united.

The whole efficacy of the Charter depends on this unity. In the hour when immense hope rises from our hearts, let us swear to remain faithful in peace to this unity which was our strength in war.

The war is not over and from the sunny splendors of San Francisco, across the magnificent bay which spreads each morning before our eyes, a little tired because of the work we have taken upon ourselves, our good wishes accompany the soldiers and sailors of the United States setting out for the final onslaught.

But union has already brought us victory in Europe. Whole countries, including my own, have been freed from the hated yoke they suffered for four interminable years.

And it is particularly in the name of these liberated countries which have endured all the physical and moral hardships of enemy occupation, which still suffer--and suffer badly--from its consequences, which are plundered and destroyed, hungry and cold; and because they feel more deeply, even in their physical being, the warmth of this welcome and the comforts lavished upon them--it is particularly on their behalf that I propose that the entire Conference express its grateful appreciation to California, to San Francisco, which have brought such joy to us, the representatives of these countries, and to them all.

This is the proposal which I offer for your endorsement:

In recognition of the innumerable courtesies and manifestations of spontaneous hospitality which the people of San Francisco have offered to the members of the delegations to the United Nations Conference;

In recognition of the contribution which the arrangements for the reception and entertainment of the members of the delegations has made to their effective participation in the work of the Conference; and

burned towns and fields, they slaughtered peaceful populations and took innocent lives, they sowed misery, pain, and sorrow in a holocaust of immeasurable magnitude such as had never been known throughout history.

Once again the representatives of many nations, men of divers races and creeds, from all regions of the world, have gathered with one unspoken and constant purpose, that of doing all within their power to prevent such a war from occurring again, to prevent the world from becoming again an immense and desperate battlefield.

Our task here in San Francisco, complementary to that of the peace which must be drawn up in due time, with all its complexities and details, was of the greatest importance. The Dumbarton Oaks Proposals, revised and greatly extended in their political, juridical, social, and economic aspects, have been fashioned into an instrument of international order, in the effectiveness of which we must all have the greatest confidence. It may have the faults inherent in anything made by man. But it can never be said that it was not created by capable men, moved by sincere good faith.

In the international as well as in the social field inequalities are unavoidable. They are derived from geographical, economic, and historic factors which contributed to the formation of the nations of the earth. The remedy for this is to be found only in the principles and in the rule of law and justice. Before the law there are no great, medium, or small powers. All have the same right to respect for their individuality, their territorial integrity, and their complete independence. The nations here represented in one way or another fought with the means at their disposal against the forces of a philosophy which stood for the very opposite of the concepts just mentioned. They are firmly disposed to cooperate, each within its own sphere, so that respect for law shall be the basic principle of their relationship and in order that the use of force be permitted only when it becomes necessary to enforce that respect.

As a citizen of a nation of the American continent, I cannot end this brief address without mentioning the role all these nations have played in San Francisco. The Americas do not constitute a bloc. The Americas are much more than that: they constitute a way of life, a system with traditions and ideals peculiar to them, traditions going back more than sixty years, ideals of noble and rare degree. We are all firmly convinced that our inter-American system will be a stimulus to the wishes for peace of the rest of the world. From the days of our independence

German aggression, to nip it in the bud if war breaks out, and keep it from developing into a big war, Marshal Stalin gave the following answer: "To achieve this, there is only one means besides the complete disarmament of the aggressor nations: to establish a special organization for defense of peace and insurance of security, from among the representatives of the peace-loving nations; to place at the disposal of the steering body of this Organization the maximum quantity of armed forces sufficient for the suppression of aggression; and to convince this Organization, in case of necessity, to send without any delay these armed forces for the prevention and liquidation of aggression, for the punishment of those guilty of aggression."

At the same time Marshal Stalin pointed out that the actions of that Organization would be sufficiently effective if the great powers who carried the main burden of the war against Hitlerite Germany would continue to act in the spirit of unanimity and accord. These actions will not be effective if a breach of this indispensable condition occurs.

Such are the principles by which the Soviet Government has been guided while taking an active part in the establishment of the International Security Organization and by which the Soviet Delegation has been guided in the course of the work of this Conference.

Naturally, at this final session a question arises as to the results of this Conference and whether it has fulfilled its task. The Charter of the Organization, which is the result of ceaseless work of delegations participating in the Conference, affords solid ground to consider the work of the Conference a success.

The Charter of the United Nations provides for the establishment of the Security Council possessing powers and means necessary for prevention or suppression of aggression. The Security Council, exercising its functions and powers for the maintenance of peace, will act on behalf of all members of the United Nations. States members of the United Nations, as the Charter provides, agree to accept and carry out the decisions of the Security Council. These provisions of the Charter alone emphasize the efficient character of the international machine for the maintenance of the peace which we are establishing.

The Charter provides that the body of the Security Council will include five great powers as permanent members:

of the world, who endured so many hardships and sufferings as a result of the conflagration set by Hitlerite Germany.

I take this occasion to thank the Government of the United States on behalf of the Soviet Delegation for the hospitality shown to us, participants in the Conference, and especially to thank Mr. Truman, President of the United States, whom we have the pleasure of seeing today at this historic final session of the United Nations Conference.

Now I also wish to thank Mr. Stettinius for his work and efforts directed towards the successful completion of the work of this Conference.

MR. STETTINIUS: It is now my honor to present to you the Chairman of the Delegation of the United Kingdom, the Earl of Halifax.

LORD HALIFAX: Mr. Chairman and Mr. President and Fellow Delegates, Ladies and Gentlemen, the United Kingdom is proud to have shared with our Allies and friends in all that has led to this gathering of nations. And it is fitting that we should have met in a great American city. For it was a President of the United States who brought a project of peace before the world in 1918. To another President we largely owe our very name, our victory, and our present purpose. Finally, on this historic day in the world's long search for peace, his successor comes to set his own stamp of approval and support upon our labors.

Our work now stands for the world to judge and I am confident that neither Mr. Cordell Hull, in whose vision this design took shape, nor Mr. Stettinius, whose courage and character have served it well, need fear the verdict. For the Charter is a notable advance, both on all that has gone before and on the plan of the sponsor powers, from which it grew. I do not doubt that in this result the future will acknowledge the part of all nations, and not the least, I hope, that of the different members of the British Commonwealth. We cannot indeed claim that our work is perfect or that we have created an unbreakable guaranty of peace. For ours is no enchanted palace to "spring into sight at once" by magic touch or hidden power. But we have, I am convinced, forged an instrument by which, if men are serious in wanting peace and are ready to make sacrifices for it, they may find means to win it.

Here in San Francisco we have seen but the beginnings of a long and challenging endeavor. And there is a sense in which what we have done here is less important than

what we have learned here. We have learned to know one another better; to argue with patience; to differ with respect; and at all times to pay honor to sincerity. That the thought of many men of many nations should thus have met in a large constructive task will have a value beyond price during the coming years, as stone by stone we carry on what we have here begun. Time alone can show whether the house that we have tried to build rests upon shifting sand, or, as I firmly hope, upon solid rock, to stand as shield and shelter against every storm.

Long years ago in Europe men set themselves to raise a cathedral to God's glory. "Let us," they said, "build a church so great that those who come after us will think us mad to have attempted it." So they said, and wrought, and, after many years, achieved; and the great cathedral at Seville is their monument.

Let us also, mindful alike of the world's need and of our own weakness, pray that, under God's guidance, what we have done here in these last weeks will be found worthy of the faith which gave it birth and of the human suffering which has been its price.

MR. STETTINIUS: I now introduce, Ladies and Gentlemen, M. Paul-Boncour, Chairman of the Delegation of France.

MR. PAUL-BONCOUR (speaking in French; translation follows): I am greatly honored to speak in the presence of the President who personifies the future of the great Republic which has extended its invaluable hospitality to the Conference. Having achieved freedom and peace among the states of which it is composed, it now turns to the noble task of establishing freedom and peace among all the states of the world.

I shall be brief, as befits the solemnity of the occasion.

Of all the matters on which we have cause to rejoice deeply and sincerely at the results obtained, I simply wish to express the happiness of a country and of a man on seeing the ideas for which they have fought since the last war unanimously sanctioned by the powers represented here.

A great and just ideal was conceived in the faith and enthusiasm which followed the last war. We built a League of Nations. Humanity, its wounds still bleeding, did not find the shelter it had hoped for, and a second world war came to ravage the human race.

For there was a serious flaw in the structure. When everything possible has been done to maintain peace, if the aggressor persists in his purpose, there is only one way to oppose him, and that is by force. But the Covenant of the League merely provided for the recommendation of military sanctions involving air, sea, or land forces, and consequently left the nations the option of backing out.

Today this flaw has been eliminated. In the Charter sanctioned by this plenary assembly which President Truman has honored by his presence, the obligation for all member states to help in suppressing aggression is plainly established. An international force is to be formed and placed at the disposal of the Security Council in order to insure respect for its decisions. This force will consist of national contingents arranged for in advance by special agreements negotiated on the initiative of the Security Council. These special agreements will determine the composition of this force, its strength, degree of preparedness, and location. If called upon to do so by the Security Council, the entire force will march against a state convicted of aggression, in accordance with the provisions for enforcement as laid down for the Security Council.

An international Military Staff Committee will draw up plans for employing this collective force under an international command to be determined if and when occasion arises.

The international Military Staff Committee, which is to give technical advice to the Security Council as regards its military task, will be composed of the Chiefs of Staff of permanent members of the Council, it being understood that other states not permanent members, or not members of the Council, which are called upon to provide contingents in accordance with the special agreements to which they are parties, will also be called upon to attend meetings of the international Military Staff Committee, if and when the latter has to discuss how these contingents are to be used.

In this way, the international Organization will no longer be unarmed against violence. The forceful idea of our writer Pascal will no longer be belied: "Strength without justice is tyrannical, and justice without strength is a mockery."

That is the great thing, the great historic act accomplished by the San Francisco Conference, which gives to the world the hope, based on an obvious reality, that henceforward it may live in peace.

In recognition of the efforts of the citizens of San Francisco, appointed by the Honorable Roger D. Lapham, Mayor of San Francisco, to be members of the United Nations Conference Committee, in the planning and organization of the hospitality extended to the delegations;

The chairmen of the delegations to the United Nations Conference on International Organization unanimously express their heartfelt thanks to the people of San Francisco and the members of the aforesaid Committee and request that the original of the present testimonial be deposited with His Honor the Mayor of San Francisco and that appropriate copies thereof be presented to the individual members of the Committee.

MR. STETTINIUS: Ladies and Gentlemen, I am confident that every delegate present shares wholeheartedly the sentiments expressed by our dear friend, M. Paul-Boncour, which he has just read, in which he pays tribute to San Francisco, the Mayor of San Francisco, and the great State of California; and if there are no objections, I shall now hereby instruct the Secretary-General to present this resolution to Mayor Lapham promptly at the close of this meeting. It is now my great pleasure to introduce to you my friend, the Minister of Foreign Affairs of Brazil, Sr. Velloso.

MR. VELLOSO (speaking in Portuguese; translation follows): Forgathered in this beautiful city of San Francisco whose people have lavished upon us their splendid hospitality, we can now, after two months of difficult and arduous labor, offer to the world the Charter of the United Nations, which is to govern its destiny. When we arrived here, victory, though near, had not yet come completely to the Allied armies in Europe. We had constantly before us the thought of the tragic and terrible spectacle of destruction and death in which our civilization was being consumed.

Now, by the grace of God, we are witnessing the end of this tremendous catastrophe, which had its primary origin in a criminal mentality based on a false political philosophy, on pagan principles, on barbarous methods. This philosophy brought about the resurgence of the ancient peoples of conquest, looking and aiming toward the domination of the world by force, while trampling under foot the sacred principles of law and justice.

They chose the time to begin this monstrous war, and with a might of arms hitherto unknown they devastated and

The manner in which the work of this Conference has been carried out constitutes a consecration of the principles of freedom and of the dignity of nations. And in itself this Conference has become a living proof of the spiritual value of Victory. For had the Nazi-Fascist dictatorships been triumphant, the world would have never been able to gaze upon the genuinely democratic spectacle of effective international cooperation.

The Charter is not only an instrument of security against the horrors of war. It is also, for the peoples who have been fighting to uphold the principles of human dignity, an instrument of well-being and happiness against the horrors of a peace without hope, in which men would be subjected to humiliating privations and injustices. "Blood, sweat, and tears" comprised the glorious but provisional rule of war. It must not become the rule of peace.

The great powers will be the safest guarantors of world security. If good faith informs their actions and their actions conform to the standards of justice which should govern international friendship, the peoples of the world will be able to devote themselves to the task of developing prosperity, freedom, and confidence, and the power of good-will become stronger each day. On the other hand, were any of the great powers to rush headlong, spurred by illegitimate ambitions, mistrust and fear would emerge once more and the forces of evil would grow from day to day.

The small nations, who have displayed in this Conference a great sense of responsiblity, noble cooperation, and dignity, are destined to fulfil a great mission: to tend with devotion and courage the sacred fire of Law. They will not be alone in this luminous task, for the common men of all nations, great and small, hold the same aspirations and have the same faith in a common destiny. Whenever the cause of justice will raise its banner, the peoples, great and small, shall cry with the same conviction, shall act with the same strength.

The small nations must not forget that they are not too small to dream of, yearn and fight for the cause of mankind. Potent forces emanating from the great powers meet and support the aspirations and efforts of weaker peoples.

In this Charter are gathered all the hopes for human solidarity. Henceforth, no nation need any longer be isolated in silence and darkness, in the indifference or the complicity of the rest of the world. We are now met at the forum of universal conscience.

Our faith must rest, not on the great or the small nations, but upon the common man of all nations. All peoples, large and small, fully know that the world cannot bear the terrible stress of another total war without turning back to the dark ages. There is, therefore, a peremptory necessity to live in peace. Let us have reciprocal confidence, let us have the full measure of our good-will!

And in bidding each other farewell, let us engrave on our hearts and minds the conviction that unlimited opportunities now exist to alleviate suffering and to build in an atmosphere of enduring peace, the welfare, the freedom, and the justice of a new world!

MR. STETTINIUS: Ladies and Gentlemen, it is my honor to present to you His Royal Highness, the Chairman of the Delegation of Saudi Arabia.

H. R. H. AMIR FAISAL IBN ABDUL AZIZ (speaking in Arabic; translation follows): Today marks the end of this great historic occasion in which many nations, struggling for the establishment and support of peace, have participated. We have finished today what may be called the Charter of Justice and Peace, after hard work, long discussions and deliberations in order to put this Organization in the most effective form to safeguard peace and justice for the future world.

This Charter does not represent perfection as visualized by the small states. Nevertheless, it is doubtless the best ever produced by people representing fifty states, many of which have suffered much in their struggle for liberty, the defense of humanity, and its liberation from slavery, which only God knows how long would have lasted or when we would have been saved from its tragedies and calamities, had injustice prevailed.

We have seen the powers of tyranny prevail in Europe and threaten the Near and Middle East. But, with God's help, these powers have been completely defeated. We, the sons of the Near and Middle East and particularly of the Arab Nations, are filled with happiness and joy at the collapse of these powers of evil. We look forward with rejoicing to the collapse of the last stronghold of tyranny and oppression. Indeed, the whole world is indebted for its survival to the United Nations, which engaged themselves in war, sacrificing the best of their youth and the wealth of their resources for their security and for the security of mankind.

In such a moment we should not forgot the great efforts which were put forth by the late Franklin Delano Roosevelt for the cause of peace, and his farsighted action in initiating this Conference. By having achieved these purposes,

we have given credit to his memory. We must also pay our tribute to President Truman for his noble efforts for the achievement of peace and security through this Conference.

No doubt this Charter will lead toward prosperity and happiness for all nations, great and small. We have all done our best here to fulfil our obligations to humanity. As long as we are united together in a spirit of cooperation, the hand of Almighty God will lead us. We shall always have His aid so far as we help one another.

I wish to thank the people of this beautiful city, the pride of the Pacific, for their hospitality, kindness, and friendship. From now on, indeed, San Francisco should be called the City of Peace.

Let that faith which led the Conference to success guide our future footsteps. Let us practice and preserve the principles which we have here put down on paper. Once and for all, let us put an end to selfishness, greed, persecution, tyranny, and oppression. Let this Charter be the solid foundation upon which we shall build our new and better world.

MR. STETTINIUS: Field Marshal Jan Christian Smuts.

FIELD MARSHAL SMUTS: Mr. Chairman, Mr. President, Fellow Delegates, Ladies and Gentlemen; the President of the United States has honored us and added luster to this Conference by personally attending this final session. He has thus associated himself with our labors, and with an event which will stand out among the most significant of our time.

San Francisco is today in the center of the vast drama of peace and war which has dominated our time. Men and women on a world-wide scale have suffered as never before in history. However much they may try to remain cheerful they cannot help being gripped by secret fear for the future. They have seen the mounting horror of war, and science warns them to expect far worse in future war. Not even our overwhelming victory in Europe has stilled their fears. No wonder that for the last couple of months their eyes have been turned on San Francisco--their eyes, their hopes, their prayers. If the Charter we have drafted here should fulfil their longings for a peaceful world, it may yet come to rank among the greatest documents of history. What hopes have we the delegates here of our labors?

If I as an old veteran of the wars and of peace conferences, extending for almost half a century, should have to answer this question, I would do so somewhat as follows:

Our Charter is not a perfect document by any means. It is full of compromises over very difficult and tangled problems. But at least it is a good practical, workmanlike plan for peace--a very real and substantial advance on all previous plans for security against war.

It provides for a peace with teeth; for a united front of peace-loving peoples against future aggressors; for a united front among the great powers backed by the forces of the smaller powers as well. It provides also for lesser combinations for prompt defense on a regional or local basis. And it provides for central organization and direction of the joint forces for peace.

Looking farther afield for precautions and remedies against war beyond the war machine itself, the Charter envisages also a social and economic organization of the peoples, intended to raise the levels and standards of life and work for all, and, by thus removing social unrest and injustice, to strike at the very roots of war. Men and women everywhere, including dependent peoples still unable to look after themselves, are thus drawn into the vast plan to prevent war, to prevent it not only by direct force, but also by promoting justice and freedom and social peace among the peoples. No such far-reaching and ambitious plan for war and peace has ever been conceived before, and at this Conference no effort is being spared to broaden it into an effective machine both for security against war and for human advance. To this happy result all the delegates, and in particular those of the United Kingdom as the greatest colonial world power, and of the Dominions, especially Australia and New Zealand, as well as of India, have made outstanding contributions, for which I today gladly pay my warm tribute.

Great as our achievement is, I feel that more is needed than a mere machine of peace. Unless the spirit to operate it is there, the best plan or machine may fail. The human factor must play its part. It is for our peace-loving peoples to see that this great peace plan is backed with all their energy, all their hearts, and all their souls. All the social and political and spiritual forces or our peoples should be mobilized behind this plan. War today is total, totalitarian, all in. Similarly defense should draft and conscript and organize all the resources of the human spirit behind security against war. Preparedness against trouble is an essential part of this security.

This defense must prevail, and it is an essential part of this security. But for this total mobilization of the human spirt for peace we must also look to all who labor in

the wider sphere of our human advances--to the press, the churches, the schools, and universities, and to all intellectual forces, all the vast network or social and moral agencies, which are the cultural support of our civilization. The great imponderables must also be enlisted for peace.

In this respect we too have set a good example at this Conference. Our work has been done in the spirit of good will, good comradeship, good faith, without which it could in fact never have been accomplished. Good will and good faith are written or implied in every provision of this great document. And in our faith in the future we expect that those who come after us, and who will have to carry our Charter in the generations to come, will also show no less good will and good faith in their part of the great task of peace.

And so in faith and trust we hand down our Charter to the future, and may Heaven's blessing rest on it.

MR. STETTINIUS: Fellow Delegates, the President of the United States of America.

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES: Mr. Chairman and Delegates to the United Nations Conference on International Organization:

Oh, what a great day this can be in history.

I deeply regret that the press of circumstances when this Conference opened made it impossible for me to be here to greet you in person. I have asked for the privilege of coming today, to express on behalf of the people of the United States our thanks for what you have done here, and to wish you Godspeed on your journeys home

Somewhere in this broad country, every one of you can find some of our citizens who are sons and daughters, or descendants in some degree, of your own native land. All our people are glad and proud that this historic meeting and its accomplishments have taken place in our country. And that includes the millions of loyal and patriotic Americans who stem from the countries not represented at this Conference.

We are grateful for your coming. We hope you have enjoyed your stay, and that you will come again.

You assembled in San Francisco almost nine weeks ago with the high hope and confidence of peace-loving people the world over.

There were many who doubted that agreement could ever be reached by these fifty countries differing so much in race and religion, in language and culture. But these differences were all forgotten in one unshakable unity of determination--to find a way to end war.

Out of all the arguments and disputes, and different points of view, a way was found to agree. Here in the spotlight of full publicity, in the tradition of liberty-loving people, opinions were expressed openly and freely. The faith and hope of fifty peaceful nations were laid before this world forum. Differences were overcome. This Charter was not the work of any single nation or group of nations, large or small. It was the result of a spirit of give-and-take, of tolerance for the views and interests of others.

This is proof that nations, like men, can state their differences, can face them, and then can find common ground on which to stand. That is the essence of democracy; that is the essence of keeping the peace in the future. By your agreement, the way was shown toward future agreement, in the years to come.

This Conference owes its success largely to the fact that you have kept your minds firmly on the main objective. You had the single job of writing a constitution--a charter for peace. And you stayed on that job.

In spite of the many differences and distractions which came to you in the form of daily problems and disputes about such matters as new boundaries, control of Germany, peace settlements, reparations, war criminals, the form of government of some of the European countries--in spite of all these, you continued in the task of framing this document.

These problems and scores of others, which will arise, are all difficult. They are complicated. They are controversial and dangerous.

But with united spirit we met and solved even more difficult problems during the war. And with the same spirit, if we keep to our principles and never forsake our objectives, the problems we now face and those to come will also be solved.

We have tested the principle of cooperation in this war and have found that it works. Through the pooling of resources, through joint and combined military commands, through constant staff meetings, we have shown what united strength can do in war. That united strength forced Germany to surrender. United strength will force Japan to surrender.

The United Nations have also had experience, even while the fighting was still going on, in reaching economic agreements for times of peace. What was done on the subject of relief at Atlantic City, food at Hot Springs, finance at Bretton Woods, aviation at Chicago, was a fair test of what can be done by nations determined to live cooperatively in a world where they cannot live peacefully any other way.

What you have accomplished in San Francisco shows how well these lessons of military and economic cooperation have been learned. You have created a great instrument for peace and security and human progress in the world.

The world must now use it!

If we fail to use it, we shall betray all those who have died in order that we might meet here in freedom and safety to create it.

If we seek to use it selfishly--for the advantage of any one nation or any small group of nations--we shall be equally guilty of that betrayal.

The successful use of this instrument will require the united will and firm determination of the free peoples who have created it. The job will tax the moral strength and fiber of us all.

We all have to recognize--no matter how great our strength--that we must deny ourselves the license to do always as we please No one nation, no regional group, can or should expect, any special privilege which harms any other nation. If any nation would keep security for itself, it must be ready and willing to share security with all. That is the price which each nation will have to pay for world peace. Unless we are all willing to pay that price, no organization for world peace can accomplish its purpose.

And what a reasonable price that is!

Out of this conflict have come powerful military nations, now fully trained and equipped for war. But they have no right to dominate the world. It is rather the duty of these powerful nations to assume the responsibility for leadership toward world peace. That is why we have here resolved that power and strength shall be used not to wage war, but to keep the world at peace, and free from the fear of war.

By their own example the strong nations of the world should lead the way to international justice. That principle of justice is the foundation stone of this Charter. That principle is the guiding spirit by which it must be carried out--not by

words alone but by continued concrete acts of good will.

There is a time for making plans--and there is a time for action. The time for action is now! Let us, therefore, each in his own nation and according to its own way, seek immediate approval of this Charter--and make it a living thing.

I shall send this Charter to the United States Senate at once. I am sure that the overwhelming sentiment of the people of my country and of their representatives in the Senate is in favor of immediate ratification.

A just and lasting peace cannot be attained by diplomatic agreement alone, or by military cooperation alone. Experience has shown how deeply the seeds of war are planted by economic rivalry and by social injustice. The Charter recognizes this fact, for it has provided for economic and social cooperation as well. It has provided for this cooperation as a part of the very heart of the entire compact.

It has set up machinery of international cooperation which men and nations of good-will can use to help correct the economic and social causes for conflict.

Artificial and uneconomic trade barriers should be removed--to the end that the standard of living of as many people as possible throughout the world may be raised. For Freedom from Want is one of the basic Four Freedoms toward which we all strive. The large and powerful nations of the world must assume leadership in this economic field as well as in all others.

Under this document we have good reason to expect an international bill of rights, acceptable to all the nations involved. That bill of rights will be as much a part of international life as our own Bill of Rights is a part of our Constitution. The Charter is dedicated to the achievement and observance of human rights and fundamental freedoms. Unless we can attain those objectives for all men and women everywhere--without regard to race, language, or religion--we cannot have permanent peace and security in the world.

With this Charter the world can begin to look forward to the time when all worthy human beings may be permitted to live decently as free people.

The world has learned again that nations, like individuals, must know the truth if they would be free--must read and hear the truth, learn and teach the truth.

We must set up an effective agency for constant and thorough interchange of thought and ideas. For there lies the road to a

This new structure of peace is rising upon strong foundations.

Let us not fail to grasp this supreme chance to establish a world-wide rule of reason--to create an enduring peace under the guidance of God.

MR. STETTINIUS: Ladies and Gentlemen, the Preparatory Commission will meet at 11 o'clock tomorrow morning in Room 223 of the Veterans Building. I now hereby declare the United Nations Conference on International Organization adjourned.

Their confidence in you has been justified.

Their hope for your success has been fulfilled.

The Charter of the United Nations which you are now signing is a solid structure upon which we can build for a better world. History will honor you for it. Between the victory in Europe and the final victory in Japan, in this most destructive of all wars, you have won a victory against war itself.

It was the hope of such a Charter that helped sustain the courage of stricken peoples through the darkest days of the war. For it is a declaration of great faith by the nations of the earth--faith that war is not inevitable, faith that peace can be maintained.

If we had had this Charter a few years ago--and above all, the will to use it--millions now dead would be alive. If we should falter in the future in our will to use it, millions now living will surely die.

It has already been said by many that this is only a first step to lasting peace. That is true. The important thing is that all our thinking and all our actions be based on the realization that it is in fact only a first step. Let us all have it firmly in mind that we start today from a good beginning and, with our eye always on the final objective, let us march forward.

The Constitution of my own country came from a Convention which--like this one--was made up of delegates with many different views. Like this Charter, our Constitution came from a free and sometimes bitter exchange of conflicting opinions. When it was adopted, no one regarded it as a perfect document. But it grew and developed and expanded. And upon it there was built a bigger, a better, and a more perfect union.

This Charter, like our own Constitution, will be expanded and improved as time goes on. No one claims that it is now a final or a perfect instrument. It has not been poured into a fixed mold. Changing world conditions will require readjustments--but they will be the readjustments of peace and not of war.

That we now have this Charter at all is a great wonder. It is also a cause for profound thanksgiving to Almighty God, who has brought us so far in our search for peace through world organization.

better and more tolerant understanding among nations and among peoples.

All Fascism did not die with Mussolini. Hitler is finished--but the seeds spread by his disordered mind have firm root in too many fanatical brains. It is easier to remove tyrants and destroy concentration camps than it is to kill the ideas which gave them birth and strength. Victory on the battlefield was essential, but it was not enough. For a good peace, a lasting peace, the decent peoples of the earth must remain determined to strike down the evil spirit which has hung over the world for the last decade.

The forces of reaction and tyranny all over the world will try to keep the United Nations from remaining united. Even while the military machine of the Axis was being destroyed in Europe--even down to its very end--they tried to divide us.

They failed. But they will try again.

They are trying even now. To divide and conquer was--and still is--their plan. They still try to make one Ally suspect the other, hate the other, desert the other.

But I know I speak for every one of you when I say that the United Nations will remain united. They will not be divided by propoganda either before the Japanese surrender--or after.

This occasion shows again the continuity of history.

By this Charter, you have given reality to the ideal of that great statesman of a generation ago--Woodrow Wilson.

By this Charter, you have moved toward the goal for which that gallant leader in this second world struggle worked and fought and gave his life--Franklin D. Roosevelt.

By this Charter, you have realized the objectives of many men of vision in your own countries who have devoted their lives to the cause of world organization for peace.

Upon all of us, in all our countries, is now laid the duty of transforming into action these words which you have written. Upon our decisive action rests the hope of those who have fallen, those now living, those yet unborn--the hope for a world of free countries--with decent standards of living--which will work and cooperate in a friendly civilized community of nations.